

# CHRONIQUES

La Revue d'Information des Communautés à la Base \* Semestriel Togolais Gratuit N° 010 DE LA BASE

---

## JEUNESSE & EMPLOI DES JEUNES

Le Togo célèbre ses  
meilleurs jeunes entrepreneurs

---

## DEVELOPPEMENT A LA BASE

Pour en finir avec la faim à l'école :  
le Togo se mobilise

---

**Engagés,  
déterminés,  
acteurs de leur développement**

Chouhane Koussé, mécanicienne-paragiste à Kpalimé





# Sommaire

CHRONIQUES



N° 455/08/02/12/HAAC  
DIRECTRICE DE PUBLICATION  
Victoire TOMEGA DOGBE

COMITÉ DE RÉDACTION  
Victoire TOMEGA DOGBE,  
Yawotsé VOVOR, Oubaidallah SABI  
Basile FAKOUNAFAH.

DIRECTION ARTISTIQUE &  
EDITORIALE  
Oubaidallah SABI

RÉDACTEURS  
Oubaidallah SABI, Franck NONNKPO,  
Marthe FARE, Kévin DASSA, Lina  
YEDIBAHOMA, Anthelme KASSAWA,  
Juliette ALOUFA.

PHOTOS  
Oubaidallah SABI, Anthelme KASSAWA,  
Lina YEDIBAHOMA

MAQUETTE ET INFOGRAPHIE  
Lumière Plus

IMPRIMERIE Lumière Plus  
[implumiereplus@yahoo.fr](mailto:implumiereplus@yahoo.fr)

TIRAGE  
3.000 exemplaires

MARKETING  
Victoire TOMEGA DOGBE

COMITÉ DE RELECTURE  
Oubaidallah SABI, Franck Nonnkpo,  
Lina Yedibahoma, Kevin Dassa,  
Anthelme Kassawa, Eric Adjor,  
Edwige Agbeka

COMPTABILITÉ  
Kossi TODJRO

CONTACTS  
00 228 22 61 07 40  
Cité OUA, Lomé-Togo

[www.devbase.gouv.tg](http://www.devbase.gouv.tg)

03 **EDITO** : Oser rêver Grand.....3

04 **JEUNESSE ET EMPLOI DES JEUNES**

**Entrepreneuriat** .....6

Le Togo célèbre ses meilleurs jeunes entrepreneurs.....

Succes stories.....7

"Jeudi, j'ose" : susciter la vocation entrepreneuriale  
chez les jeunes.....16

**Volontariat**.....18

Zouliyatou, " l'évangéliste de l'Oti ".....19

Le volontariat international de réciprocité a le vent  
en poupe au Togo.....21

**DÉVELOPPEMENT A LA BASE**

**Développement communautaire** .....28

Les CDQ au cœur de l'assainissement de la ville de Kara...28

Une nouvelle ère au CEG Koffiti.....31

**Entrepreneuriat Rural**

GIE Maigba Suo-Suo : Une expérience qui fait cas d'école...39

Plateforme multifonctionnelle de Tové : un maillon  
essentiel d'une chaîne de valeur agroalimentaire....41

**Filets de protection sociale**

Projet pilote des transferts monétaires : Recap.....42

PDCPLUS : Fin de parcours, bilan positif.....47

Pour en finir avec la faim à l'école : le Togo se  
mobilise.....52

**PORTRAIT** : Fleur ESSOH, la sensibilité au service du  
développement.....57

**FINANCE INCLUSIVE**

Produits FNFI : un engouement qui ne se dément pas.....62

Enquête FinScope : Perspectives de la demande de  
produits et services financiers.....65

Caractéristiques des nouveaux produits.....68



26



56



Faure GNASSINGBE et Makhtar DIOP lors de la signature de trois accords de  
financement entre la Banque Mondiale et le Gouvernement Togolais, avril 2017



Nous avons commencé l'année 2017 par une rencontre d'exception, une soirée au cours de laquelle les meilleurs jeunes entrepreneurs accompagnés par les mécanismes de promotion de l'entrepreneuriat ont été récompensés. Quelques mois plus tard, ce sont vingt d'entre eux qui ont été honorés du titre de Chevalier de l'Ordre National du Mérite à l'occasion du 57ème anniversaire de l'indépendance de notre cher Togo.

D'autres encore ont été distingués à l'international, de prestigieux prix et récompenses. Ceci est le signe que la fièvre entrepreneuriale qui s'est emparée de la jeunesse togolaise n'est pas un hasard ou un effet de mode. C'est bien une prise de conscience collective de la jeunesse togolaise qu'elle a du potentiel et qu'elle peut, qu'elle doit oser rêver grand et se donner les moyens de réussir.

Avec mes collaborateurs, nous veillons afin que les mécanismes créés par le gouvernement pour accompagner ces jeunes désireux de faire la différence puissent trouver les outils et l'accompagnement nécessaire à la concrétisation de leurs projets, dans une relation de confiance intime et fructueuse.

A l'heure où le forum de l'AGOA

(Africa Growth Opportunities Act) s'est refermé à Lomé avec des perspectives réjouissantes pour le Togo, je vous invite à découvrir quelque uns de ces jeunes diplômés pour la plupart mais qui, engagés et déterminés ont pris en main leur destin à travers l'entrepreneuriat.

Engagés et déterminés, le sont aussi les jeunes volontaires qui au service des communautés à la base, font réellement la différence. Grâce à leur dévouement sans faille, notre modèle de volontariat est reconnu et apprécié à l'international.

Que dire des Comités de Développement de Quartiers de nos grandes villes qui ont décidé de ne pas attendre les services de voirie pour assainir et rendre plus vivable leur environnement ! Quant aux produits du Fonds National de la Finance Inclusive, ils suscitent toujours autant d'engouement dans nos villes et nos hameaux.

Enfin, je vous invite dans nos pages à comprendre pourquoi la « faim zéro à l'école » n'est pas juste un slogan, mais bien une vision du gouvernement togolais, engagé, déterminé, sous l'impulsion du Président de la République, son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE .

**Victoire Tomegah Dogbé**



# Jeunesse & emploi des jeunes



## Entrepreneuriat

### Le Togo célèbre ses meilleurs jeunes entrepreneurs

**L**es meilleurs jeunes financés par le Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ) et le Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADEB) ont été honorés en début d'année, au cours d'un dîner tenu à la place des fêtes de la nouvelle présidence de la République. L'événement riche en couleurs et soutenu par les grandes sociétés de la place, a rassemblé autour d'une trentaine de jeunes chefs d'entreprises à fort potentiel de croissance, venus de toutes les régions du Togo, d'éminentes personnalités du monde politique, économique et financier.

« Il n'est pas aisé de se lancer dans l'entrepreneuriat, mais des milliers de jeunes Togolais s'y lancent chaque année », a souligné Victoire Tomégah Dogbé, ministre chargé de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, salvant au passage le courage et la ténacité de ces jeunes à qui elle rend un hommage appuyé. « Vous êtes une inspiration pour vos pairs et une motivation pour les structures qui vous accompagnent... Nous savons que nous pouvons compter sur vous pour réaliser vos rêves », leur a-t-elle lancé avant de les inviter à tendre vers l'excellence et à rester concentrés sur leurs objectifs.

Un panel sur le thème « Quelles stratégies pour faire de mon entreprise le leader ? », a été animé par Serge- Marie N'GUESSAN, Représentant- Résident de la Banque Africaine de

Développement (BAD) au Togo. Pour lui, l'entrepreneuriat est le bon chemin, le chemin de l'avenir de l'Afrique. « Avec la volonté, la ténacité, vous serez compétitifs », a-t-il déclaré aux jeunes entrepreneurs.

A la suite de M. N'GUESSAN, une dizaine de chefs d'entreprises publiques, parapubliques et privées, se sont succédés pour prodiguer aux jeunes, des conseils et des encouragements.

Le clou de la soirée a été la proclamation des résultats du concours « meilleurs entrepreneurs 2016 » et la remise des prix aux lauréats. Organisé du 24 novembre au 29 décembre 2016, ce concours vise à primer les jeunes promoteurs d'entreprise dont les activités évoluent bien et qui ont soldé leur crédit ou sont à jour dans le remboursement. Au total 11 jeunes ont été primés. Les enveloppes offertes par UTB et ORABANK varient de 500.000 à 1 million de FCFA.

Directeur d'une unité d'élevage de poules pondeuses, de porc, de transformation du néré en moutarde, de manioc en gari et Tapioca dans la préfecture de Dankpen (470 Km au nord de Lomé), OUGUILE N'tetché, élu meilleur entrepreneur 2016, ne cache pas sa joie. « Je n'arrive pas à contenir mon émotion », a-t-il laissé entendre.

Le jeune entrepreneur de 30 ans remporte ainsi une enveloppe

de 1 million FCFA, une moto et un Smartphone. Basée à Kara, son entreprise emploie 12 personnes et engrange un chiffre d'affaires mensuel de 2.400.000 (deux millions quatre cent mille) FCFA, soit environ 25 millions FCFA par an.

Des ordinateurs portables ont été offerts par Togocellaire et "La Protectrice" comme prix d'encouragement à 10 autres jeunes.

Le gouvernement togolais à travers le ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des Jeunes a créé divers mécanismes d'appui à l'emploi des jeunes dont le FAIEJ et le PRADEB. Ils visent à contribuer à la réduction de la pauvreté des jeunes en traitant la question de l'emploi des jeunes pour leur insertion socioéconomique à travers l'auto-emploi. Par leur intervention, le FAIEJ et le PRADEB constituent des dispositifs inclusifs de promotion de l'entrepreneuriat, favorisant la culture entrepreneuriale et l'accès au financement de jeunes porteurs d'initiatives d'entreprises souvent exclu des systèmes bancaires classiques.

**Franck Nonnkpo**



**N'Téché Clément OUGUILE :**  
la fidélité et la détermination récompensées



N'Téché Clément OUGUILE recevant les clés d'un tricycle des mains du Ministre Victoire Dogbé

**L**a trentaine, N'Téché Clément OUGUILE est à la tête de la Ferme de Référence Agro Pastorale (FRAP), spécialisée dans la production bio à Dankpen, préfecture située à 90 km de la ville de Kara. Sa fidélité dans le remboursement des crédits et sa détermination face aux difficultés liées à ses activités lui ont valu un succès qui l'a très tôt propulsé dans le peloton de tête des jeunes entrepreneurs togolais.

Muni de son diplôme de technicien agricole, OUGUILE N'Téché, a démarré modestement son projet avec la culture maraîchère grâce à des kits dont il a bénéficié auprès du ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes. Avec le temps, le besoin d'étendre son entreprise, s'est imposé. Aussi le jeune homme s'adresse-t-il au Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ) qui lui octroie en 2013, un crédit de un million (1 000 000) F CFA à travers MUFEC, une institution de micro finance partenaire.

« J'ai pu facilement rembourser ce premier crédit. L'appétit vient en mangeant, dit-on. Alors je me suis demandé pourquoi ne pas prendre un second crédit », raconte-t-il.

Aussitôt dit, aussitôt fait. Clément reçoit un second crédit d'un montant d'un million deux cents mille (1 200 000) F CFA, qui lui a permis de résoudre l'épineux problème de transport des produits vers le marché.

A partir de ces expériences réussies, le succès était à portée de main et le jeune homme l'a vite compris. « Plus que jamais j'étais déterminé à rembourser le deuxième crédit pour bénéficier d'un autre plus grand. Plus rien ne pouvait m'arrêter dans ma détermination à réaliser mon rêve, celui de créer une grande ferme agro pastorale », déclare Clément. 5.000.000 (cinq millions) FCFA, c'est le montant du troisième crédit que reçoit le jeune agriculteur après avoir remboursé le deuxième. Avec ces fonds, il a pu développer la filiale avicole, disposant ainsi en quantité suffisante de fiente pour enrichir le sol cultivable, au détriment des produits chimiques.

Aujourd'hui, la FRAP emploie 14 (quatorze) personnes et s'adresse aux marchés national et international à l'instar du Burkina Faso qu'il approvisionne en œufs. Le jeune agriculteur nourrit de grandes perspectives.

A court terme, le promoteur envisage de migrer de l'élevage des poules pondeuses vers celui des poulets locaux. A long terme, Clément compte agrandir son entreprise notamment en acquérant du matériel afin de faciliter le mélange de la provende et une moto pompe de grande portée. Le jeune entrepreneur ambitionne aussi de mettre en place un centre de formation en élevage.

Le succès de N'Téché Clément OUGUILE lui a valu plusieurs prix et distinctions. Il reçoit ainsi un tricycle offert par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Lauréat du concours Meilleurs Jeunes entrepreneurs FAIEJ-PRADEB 2016, il a gagné un million (1.000.000) F CFA, une moto et une tablette. Par dessus tout, N'Téché OUGUILE a été élevé au rang de Chevalier de l'ordre National du Mérite le 26 avril



N'Téché Clément OUGUILE dans sa ferme

2017 par le Président de la République, Faure Essozimna GNASSINGBE, à l'occasion des festivités du 57<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance du Togo.

Pour N'Téché OUGUILE, la réussite d'un parcours entrepreneurial est basée sur la détermination, la fidélité envers les partenaires et la confiance en soi. « C'est en tout cas ce qui fait mon succès », confie-t-il.

**Franck Nonnkpo**



**Kodjo Mawuena DEKE :**  
*un modèle de persévérance*

**Titulaire d'une Licence en Comptabilité Contrôle et Audit, Kodjo Mawuena DEKE est un parfait exemple de persévérance. Et pour cause : deux plans d'affaires successivement rejetés n'ont pas ramolli le courage du jeune homme. S'accrochant à son rêve, la chance finit par lui sourire. Avec le crédit Jeune Entrepreneur du FAIEJ, Kodjo Mawuena DEKE fait aujourd'hui des merveilles.**



Kodjo Mawuena Deke dans sa boutique de matériel informatique

**L**e parcours de Kodjo DEKE est édifiant. Tout a commencé lorsqu'une promotrice de la place vient solliciter son appui pour rédiger un plan d'affaires en vue de participer au concours Programme

de Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes (PPEJ), ex Fonds d'Insertion des Jeunes (FIJ) en 2011.

Fort de cette expérience, le jeune

homme participe en 2012 au même concours avec un projet de production de l'huile à base de noix de coco. Mais son projet n'est pas sélectionné. « J'ai ressenti cet échec comme un affront ; cela a

*fortement affecté mon amour-propre et m'a renforcé dans ma détermination à aller jusqu'au bout de mon rêve de devenir entrepreneur »,* explique Mawuena.

Après cette tentative manquée, le jeune homme fait la découverte du Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ). Il s'inscrit alors audit dispositif et bénéficie en avril 2013 d'une formation en Techniques de Création d'Entreprise et d'élaboration de plan d'affaires (TCE) à l'ENI (Ecole Normale d'Instituteurs) de Notsè. Suite à la formation, il soumet un projet de production de farine de patate douce le 06 octobre 2014. « Je plaçais un grand espoir dans ce projet. J'étais sûr d'avoir le financement », confie Mawuena.

Le plan d'affaires fut évalué, et le promoteur reçu en entretien. Mais le projet, malgré son caractère innovant, n'est pas retenu, Mawuena ne disposant

pas de clientèle ni de stratégies de recherche pour rendre son activité pérenne.

Pour autant, il ne baisse pas les bras. Il prend du recul et propose un autre projet de création d'un centre multiservices. Cette fois, le jeune entrepreneur tient le bon bout. Il va pouvoir enfin réaliser son rêve. Son projet retenu, Mawuena bénéficie d'un crédit à hauteur d'un million sept cent quarante-trois mille quatre cent quatre-vingt (1 743 480) Francs CFA qu'il rembourse en une année au lieu de trois initialement prévu.

« Mon entreprise tournait à plein régime ; cela m'a permis de rembourser en un an tout le crédit », se félicite-t-il.

Ce remboursement anticipé du crédit est le fruit de son travail acharné et de son habileté à trouver de la clientèle, notamment en postulant à des appels à manifestation d'intérêt. Avec son entreprise Centrale Informatique, le jeune entrepreneur emploie deux personnes.

Il ambitionne de faire de son centre une véritable société de sécurité informatique. Et pour être à la hauteur de ses prestations de services, le promoteur suit actuellement des cours en Sécurité Informatique.

« Je veux devenir expert en sécurité informatique », précise-t-il.

Cette abnégation au travail a valu au jeune entrepreneur d'être décoré Chevalier de l'ordre national du Mérite le 26 avril 2017 par le Président de la République, Faure Essozimna GNASSINGBE, à l'occasion de la célébration du 57<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance du Togo.

Fier de cette nomination qu'il considère comme un défi à relever, notre jeune entrepreneur conclut : « Cette décoration est un appel à plus d'engagement. Je dois travailler davantage pour continuer à mériter cette reconnaissance ».

**Franck Nonnkpo**



Kodjo Mawuena Deke conseillant un client



**Kokoui Ghislaine SOSSOU :**  
*un parcours atypique*

« Devenir grand, c'est libérer le potentiel qu'il y a en soi », tel est le crédo de SOSSOU Kokoui Ghislaine, jeune entrepreneure au parcours atypique. Grâce à un financement du Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ), la jeune femme vit aujourd'hui sa passion : cuisiner.



Kokoui Ghislaine SOSSOU dans la cuisine de son restaurant

**D**u lundi au vendredi, entre 8 heures et 9 heures, Bouff'Express ne rate jamais l'occasion d'envoyer le menu du jour à ses clients. Un message bien composé avec amour et tendresse, agrémenté d'images et de couleurs pour égayer la journée des clients.

C'est l'initiative de SOSSOU Kokoui Ghislaine, jeune entrepreneure nantie d'un Master en transport logistique. Directrice Générale de Bouff'Express, elle a travaillé pendant trois (3) ans dans un hôtel de la place au service approvisionnement et logistique. Son engagement au travail et ses années d'expériences lui ont permis de décrocher un poste de responsable logistique dans une entreprise de production de soja biologique.

Mais très vite, la jeune étoile montante démissionne de ce poste pour vivre sa passion, celle de cuisiner. Une passion qu'elle découvre au cours des années passées au service d'un hôtel.

« Au fil des années, j'ai découvert que j'étais faite pour la cuisine et la cuisine pour moi », souligne-t-elle.

En août 2014, elle bénéficie de l'accompagnement technique et financier du FAIEJ qui lui octroie un crédit d'un million trois cent mille (1 300 000) francs CFA pour démarrer son activité.

C'est le début d'un nouveau parcours pour la jeune promotrice. « Ce financement représentait pour moi un nouveau départ, une nouvelle vie. J'allais pouvoir enfin me consacrer à ma passion », déclare la jeune entrepreneuse. Ghislaine installe sa micro entreprise et constitue progressivement son portefeuille client qui a évolué de 244 à 988 personnes en un an. Pour fidéliser ses clients,

elle leur propose des mets africains, européens, des plats chauds ainsi que des entrées qu'elle leur livre partout où ils se

trouvent. Face au défi de la livraison journalière de repas à l'ensemble de ses clients, la promotrice mène régulièrement des enquêtes de satisfaction en vue de développer des stratégies. « Le client, c'est le poumon d'une entreprise ; il faut être constamment à son écoute ; être à ses petits soins, chercher même à lire dans ses pensées. Tout ceci pour qu'il ne perde pas l'habitude de venir chez vous », explique Ghislaine.

Régulière dans le remboursement de son crédit, elle a mis en place une réelle entreprise qui procure de l'emploi à cinq (5) personnes.

La jeune restauratrice ne compte cependant pas dormir sur ses lauriers. Elle envisage d'élargir son réseau afin d'offrir plus d'emplois aux jeunes en chômage. « Ce sera ma contribution à la réduction du chômage dans notre pays », souligne-t-elle.

**Franck Nonkpo**







NOUS DONNONS DE LA VISIBILITÉ  
AUX PRODUITS LOCAUX



### L'Union Togolaise de Banque, la banque qui prête aux jeunes

L'Union Togolaise de Banque (UTB) est l'une des institutions clés du système bancaire togolais. Créée en juin 1964, elle participe activement au financement de l'économie nationale en tant que banque universelle. Brisant le préjugé qui veut que les banques ne prêtent qu'aux riches, l'UTB s'est engagée à soutenir les jeunes entrepreneurs en quête de

financement de leurs micro-entreprises en signant en 2014 un partenariat avec le ministère chargé de l'emploi des jeunes.

Patrick MESTRALLET, Directeur Général de l'UTB,, dans un entretien exclusif, nous dévoile les contours de ce partenariat qui a permis à ce jour, de financer 168 projets de jeunes entrepreneurs pour un cout global de 362 972 219 FCFA.

**C**roniques de la base : Monsieur le Directeur Général, l'UTB depuis la signature d'un cadre partenarial, apporte son appui aux jeunes porteurs de projet d'entreprises bénéficiaires de l'accompagnement technique du FAIEJ. Quelles ont été les motivations qui ont conduit votre institution à appuyer ces initiatives ?

**Patrick MESTRALLET** : L'entreprise privée est un des vecteurs du développement économique d'un Etat, d'un pays et, parallèlement, une entreprise a aussi une vie : création, croissance, maturité et disparition.

Au moment de la création, certaines entreprises peuvent être dotées par leur(s) promoteur(s) de moyens financiers et humains satisfaisants pour assurer le démarrage de ses activités.

Dans d'autres cas, les promoteurs, personnes physiques, n'ont pas les ressources financières pour réaliser leur projet. Ils en maîtrisent généralement la technique de production, mais parfois ils n'ont pas non plus les capacités managériales nécessaires en matière de structuration et d'organisation des entreprises, ni les connaissances minimales en gestion comptable, financière, juridique,...

Le FAIEJ est une initiative du gouvernement qui vise à aider ces promoteurs à créer leur première entreprise en leur apportant les règles de pilotage de leur projet qui peuvent leur manquer initialement.



Patrick MESTRALLET  
Directeur Général de l'UTB



L'UTB a décidé tout naturellement de s'associer à cette initiative en apportant le financement de démarrage et en prenant une part du risque financier inhérent à tout projet productif.

La politique de la banque est de prendre toute sa place dans le financement de l'émergence du Togo. N'oublions pas que l'UTB est une banque publique et que, à ce titre, elle est le canal naturel de l'accompagnement financier des initiatives des autorités politiques et administratives.

**M. le Directeur Général, quels ont été l'expertise et le savoir-faire qu'a apporté votre institution depuis la signature de ce partenariat pour la réalisation des objectifs fixés dans ce cadre ?**

Le rôle de la banque est d'apporter son savoir-faire lors du montage du financement du projet productif : montant bien sûr, durée, planning de décaissement, équilibre financier...

Ceci se fait en complément des travaux préparatoires de l'équipe du FAIEJ dont il faut souligner la qualité.

L'action de la banque est également dans le suivi du projet et notamment dans le respect ou non de l'échéancier de remboursement. Toujours en collaboration avec les équipes du FAIEJ, en cas de difficultés, il faut les analyser, les comprendre et rechercher les correctifs éventuels.

**La mise en place « du Crédit Jeune Entrepreneur » pour le financement des jeunes porteurs de projets d'entreprises demande à votre institution une certaine flexibilité au niveau des taux d'intérêt, des garanties...Quelle est la plus-value d'une telle expérience pour une institution bancaire ?**

Effectivement, le financement des entreprises en création est

spécifique dans l'activité bancaire : le risque est plus difficile à cerner puisqu'il n'existe pas de référence au passé pour anticiper l'avenir.

Il convient dès lors de structurer les financements de démarrage avec un regard nouveau. Les efforts en termes de taux, de garanties, de durée sont partagés entre le FAIEJ et la banque, bien sûr en collaboration et avec l'adhésion des entrepreneurs.

Cette collaboration est innovante dans le paysage bancaire togolais, elle est formatrice pour toutes les parties prenantes, y compris pour nous-mêmes.

**Après un an de mise en œuvre, quelles appréciations portez-vous sur ce partenariat et quelles sont vos perspectives ?**

Nous avons financé plus de 150 dossiers. C'est déjà une fierté pour nous. Bien sûr, et depuis l'origine de cette procédure, nous savions que tous les dossiers ne performeraient pas et que certains ne seraient pas en mesure de satisfaire à leurs engagements, notamment en ce qui concerne le respect des échéanciers.

Mais lorsque qu'un dossier réussit, qu'il atteint ou dépasse les prévisions initiales de chiffre d'affaire et de rentabilité, croyez moi nous sommes heureux et le travail de l'entrepreneur engendre notre respect.

Nous pouvons alors envisager une deuxième phase de développement, de consolidation et de pérennisation de l'entreprise concernée. C'est une vraie satisfaction.

Toutefois, nous devons réfléchir avec les pouvoirs publics à la définition et à la mise en place d'outils de financement en fonds propres ou quasi fonds propres pour assurer une structuration des financements des

investissements de ces entreprises à succès qui respecte une juste proportion entre apports de actionnaires ou assimilés et endettement à terme.

Nous y travaillons avec les pouvoirs publics concernés

**Que diriez-vous aux banques qui sont frileuses à l'idée de s'engager avec des jeunes entrepreneurs ? Et que diriez-vous aux jeunes entrepreneurs qui craignent les conditions exclusives d'accès au financement bancaire ?**

Les banques ne sont pas frileuses, elles ajustent leurs stratégies d'intervention, conformément aux directives de leurs actionnaires et aux contraintes réglementaires.

On peut dès lors comprendre que les primo investisseurs ne fassent pas partis de la cibles de clientèle visée par certains établissements bancaires compte tenu du niveau de risque associé à ces activités nouvelles et parfois novatrices.

C'est pourquoi, il est pertinent que les pouvoirs publics portent une attention à ce créneau de développement.

Nous soutenons ces efforts et ces initiatives.

Concernant les jeunes entrepreneurs, je dirai deux choses :

D'une première part allez au bout de vos envies, de vos rêves, le FAIEJ est là pour vous ;

De seconde part, prenez conscience et reconnaissez que vous ne disposez pas de toutes les connaissances et de tous les savoir-faire pour conduire à bien le lancement de vos projets et pour en assurer la pérennité, alors acceptez les appuis et les conseils de vos partenaires en général et de la banque en particulier.

Nous sommes là pour vous et notre plus grand désir et notre intérêt central est votre réussite.

Propos recueillis par  
Oubaidallah SABI

# "Jeudi. i'ose"

## Réseau Orabank Togo

### Agences de LOME

#### Agence principale

11, avenue du 24 janvier  
BP 325 Lomé, Togo  
Tél. : 00 (228) 22 21 62 21  
Fax : 00 (228) 22 21 62 25

#### Agence du PORT

Boulevard du Mono  
Tél. : 00 (228) 22 27 30 86  
Fax : 00 (228) 22 27 30 85

#### Agence COMMERCE

Rue Sylvanus Olympio  
Tél. : 00 (228) 22 21 56 31  
Fax : 00 (228) 22 21 56 30

#### Agence ADIDOGOMÉ

Boulevard du 30 Août  
Immeuble Galaxy  
Tél. : 00 (228) 22 25 74 73  
Fax : 00 (228) 22 25 74 78

#### Agence AGOÉ ASSIYÉYÉ

Station Cap Agoé  
A côté du nouveau marché  
Tél. : 00 (228) 22 51 35 55  
Fax : 00 (228) 22 51 35 56

#### Agence HEDZLANAWOÉ

Boulevard du Haho  
Face entrée principale marché  
Tél. : 00 (228) 22 61 76 16  
Fax : 00 (228) 22 61 76 17

#### Agence AGBALEPEDOGAN

Avenue de la Chance  
Tél. : 00 (228) 22 25 66 75  
Fax : 00 (228) 22 25 66 76

### Agence de PROVINCE

#### Agence de KARA

Avenue Gnassingbé Eyadéma  
BP 149 Kara, Togo  
Tél. : 00 (228) 26 60 60 51  
Fax : 00 (228) 26 61 05 79

#### Contact

Tél. : 00 (228) 99 800 800



Avec Orabank,  
choisissez la carte qu'il vous faut !



TCHALLA, directeur de l'ONG Allafia qui

Juliette Aloufa



Zouliyatou : " l'évangéliste de l'Oti "

Sous un majestueux prunier dressé à l'orée du village de Galangashi, à 15km de Mango dans l'Oti, se tenait une jeune fille d'une vingtaine d'années. Elle était le centre d'intérêt du groupe assis tout autour d'elle, elle était l'attraction du jour. D'une voix autoritaire, mais amusante, comme pour recadrer les railleries et les petits apartés, Zouliyatou Aboudoulaye informait, animait et dirigeait.



Zouliyatou Aboudoulaye  
en sensibilisation à Galangashi

L'ambiance était bon enfant, les attentions fixées sur cette jeune fille, désormais partie intégrante de la communauté. Tout ce qui manquait à cette séance était une salle et des tables-bancs. Mais la circonstance se prêtait facilement à un regroupement, les herbes encore refroidies par la brume du matin servant de reposeurs aux femmes et hommes venus assister à cette séance mensuelle d'éducation financière.

Arrivée à Mango il y a seulement un an, Zouliyatou avait pour mission de vulgariser les différents produits du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) dans la préfecture de l'Oti. Volontaire nationale de la 10ème vague, affectée au sein de la coopérative SIFA dans la région des Savanes, Zouliyatou a su combiner patience, courage et témérité pour transcender les difficultés qu'elle a rencontrées au début de sa mission.

### Un engagement à l'épreuve des difficultés du terrain

Dans la préfecture de l'Oti, où les populations rurales vivent assez éloignées les unes des autres,, la jeune volontaire parcourt des centaines de kilomètres grâce à une moto mise à sa disposition par sa structure d'accueil. Il lui arrive même de traverser des rivières au moyen d'une pirogue. Pour une citadine, longtemps restée dans la grande ville de Lomé, il a fallu plus que du courage à Zouliyatou pour accepter cette mission.

« A l'image des missionnaires venus évangéliser et christianiser l'Afrique, je suis cette missionnaire venue apporter la bonne nouvelle des crédits FNFI aux populations de cette préfecture. Et le danger, les difficultés de la mission, les distances, etc., tous ces éléments ne sont que des paramètres qui testent ma foi ! », nous confie-t-elle.



**La solidarité retrouvée, des populations plus épanouies**

« La notion de solidarité est vraiment capitale dans la mesure où non seulement elle permet aux bénéficiaires des crédits de nouer des relations durables d'entraide, mais aussi parce que cette notion de solidarité tend à disparaître aujourd'hui dans nos communautés » Explique Zouliyatou. En effet la jeune volontaire donne des formations sur des notions de groupe de solidarité et leur importance, l'éducation financière, etc.

« Grâce à l'arrivée de Zouliyatou chez nous, ma vie a beaucoup changé », témoigne Bontou Damingou, présidente du groupement "Lantertime Agrisef".

« J'ai remboursé les 40 000 francs que j'ai pris chez notre fille Zouliyatou en seulement une tranche ! Et cela m'a permis de prendre un second crédit de 100 000 francs avec lesquels j'ai pu étendre mon champ de maïs et cultiver du soja. Avec les conseils et appuis de notre fille et de ses amis, je suis vraiment heureuse aujourd'hui et je remercie

beaucoup le Président Faure de nous avoir envoyé quelqu'un pour nous aider ».

Tout comme Bontou, plusieurs jeunes, à l'instar de Bamondi, secrétaire général du groupement APSEF de Galangashi, ont vu leur quotidien transformé depuis que la jeune volontaire Zouliyatou est venue leur apporter la bonne nouvelle des produits du FNFI.

Ainsi, la volontaire prit le surnom de « la dame de Faure » dans les 64 localités qu'elle parcourt dans toute la préfecture de l'Oti.

**Marthe Faré &  
Anthelme Kassawa**



L'année 2017 a démarré sous de nouveaux auspices, ceux d'un engagement responsable ayant un impact certain sur le développement des nations. Aujourd'hui, nul doute que le volontariat transcende les réalités intrinsèques du développement durable et va bien au-delà de l'épanouissement personnel, crée une communauté de citoyens engagés, solidaires et optimistes qui prennent en main le destin de leur communauté.

Le volontariat ne se limite désormais plus aux seules frontières d'un pays. Et l'Agence Nationale du Volontariat au Togo (ANVT) l'a compris. Pour réussir à maintenir cette dynamique enclenchée au niveau de la jeunesse de notre pays, il nous faudra aider à repousser les limites de l'inclusion sociale en dehors même de nos frontières afin d'éviter un effet « boomerang ». C'est pourquoi, l'ANVT croit au volontariat international, ce volet qui n'est plus perçu comme une aide unilatérale, mais bien plus comme la recherche d'un apport réciproque.

**Coopération fructueuse avec le Centre National de Promotion du Volontariat du Mali (CNPV)**

Depuis l'atelier coopératif organisé à Lomé en octobre 2016, l'ANVT s'est engagée dans la mobilisation et la valorisation des compétences nationales au service du développement international. Avec le Centre National de Promotion du Volontariat du Mali (CNPV), l'agence a signé un accord de partenariat en décembre 2016 pour l'échange de volontaires nationaux entre le Togo et le Mali sur des missions de développement. Sont concernés les domaines de la gestion de bases de données, la communication pour le développement, la mobilisation des ressources, l'élaboration des manuels de procédures, la santé et aussi les métiers du secteur artisanal.

**L'enseignement supérieur mis à contribution**

Une des nouveautés introduites dans le volet de volontariat international est la mise à contribution du niveau supérieur. En effet, l'ANVT a signé un accord avec les services académiques du Collège Rowan du Comté de Burlington (RCBC), dans l'Etat du New Jersey aux Etats-Unis d'Amérique (USA).

Cet accord qui repose sur le Volontariat International de Promotion de



l'Enseignement Supérieur (VIPES) a permis à un volontaire enseignant togolais de servir au sein du Collège Rowan en tant qu'enseignant assistant dans un domaine scientifique pour une année académique. Le volontaire parallèlement à cette mission, initie des actions communautaires avec les jeunes du New Jersey.

**Le modèle togolais du volontariat présenté aux Journées Européennes du Développement (JED 2017) à Bruxelles**

Reconnu comme meilleur modèle de volontariat en Afrique en 2013 par le Coordonnateur du Programme national de volontariat des Nations-Unies Richard Dictus, Le Ministre du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes Victoire Tomegah Dogbé sur invitation de France Volontaire à représenté l' ANVT pour partager le modèle togolais de volontariat aux journées européennes du développement. Il s'agit de partager l'expérience du volontariat national, son contexte de mise en œuvre et ses résultats.

Forum européen sur la coopération internationale et le développement, les

Journées Européennes du Développement rassemblent chaque année plusieurs chefs d'Etat et de Gouvernement, de grandes personnalités et des milliers de participants et d'organisations venus du monde entier. On note ainsi, la présence de la Vice-présidente de la Commission européenne, Federica Mogherini et le Conseiller spécial des Nations-Unies pour l'agenda 2030 pour le développement durable, David Nabarro.

Cette 11<sup>ème</sup> édition, met l'accent sur les stratégies et les approches de la Communauté internationale pour répondre efficacement aux défis mondiaux les plus pressants, notamment, parvenir à une croissance inclusive et durable et créer des emplois décents, en particulier, pour les femmes et les jeunes grâce aux investissements et le plein engagement du secteur privé en tant qu'acteur économique responsable. Excellente occasion pour l'ANVT de renforcer sa visibilité à l'international et de partager ses initiatives réussies en matière de volontariat dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

**Marthe Faré &  
Anthelme Kassawa**

Elaborée par l'Union africaine convaincue que la plus grande richesse de l'Afrique est la jeunesse de sa population, et que par la participation pleine et active de celle-ci, les Africains peuvent surmonter les difficultés auxquelles ils sont confrontés, la charte africaine de la jeunesse en est à sa 11<sup>ème</sup> année de mise en œuvre. Au Togo, des actions sont entreprises à travers le ministère chargé de la jeunesse pour atteindre cet idéal qui rejoint la vision du Togo dans ce domaine.

Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) a choisi d'accompagner la mise en œuvre de cette charte. M. Saturnin Epié, Représentant Résident de l'UNFPA au Togo a bien voulu revenir sur l'accompagnement de son institution au ministère chargé de la jeunesse.



Saturnin EPIE  
Représentant Résident de l'UNFPA



**C**roniques de la base : Monsieur le Représentant Résident de l'UNFPA, l'institution que vous représentez au Togo depuis Décembre 2015 entend renforcer son appui au pays dans plusieurs domaines notamment les actions en faveur de la jeunesse. En quoi donc consiste la contribution de l'UNFPA dans la réalisation de la Charte africaine de la jeunesse ?

**M. Saturnin EPIE :** Le Fonds des Nations Unies pour la Population, est une agence internationale de développement qui a pour vision de réaliser un monde où chaque grossesse est désirée, chaque accouchement est sans danger et le potentiel de chaque jeune est accompli !

La Charte Africaine de la Jeunesse constitue un cadre de référence pour les actions idoines à entreprendre à l'endroit des jeunes qui sont un groupe cible privilégié pour l'UNFPA. Ainsi, l'UNFPA/Togo a toujours accompagné la mise en œuvre de cette Charte depuis son adoption en 2006 à travers diverses actions telles que l'accompagnement du gouvernement dans le processus de mise en place du Conseil National de la Jeunesse (CNJ) en 2006-2007. Depuis lors, nous appuyons la participation des responsables du CNJ aux rencontres internationales et régionales sur les questions de Jeunesse, dont la dernière en date fut la célébration du 10ème anniversaire de la Charte Africaine de la Jeunesse (Banjul+10) en 2016.

L' UNFPA a appuyé divers processus dont l'élaboration et l'adoption de la Politique Nationale de Jeunesse (PNJ) en 2008, la mise en œuvre du plan d'action opérationnel de la Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ), l' organisation du Premier Forum de la Jeunesse en 2011, l'actualisation du plan d'action opérationnel de la Politique Nationale de Jeunesse pour la période 2014-2017, la mise en œuvre et l'évaluation du plan d'action opérationnel de la PNP, le renforcement des capacités des responsables du CNJ et des centres de jeunes en techniques de plaidoyer pour leur participation au dialogue politique et à la prise de décision concernant les jeunes. Nous avons par ailleurs appuyé la sensibilisation des membres des associations de jeunesse sur le rôle et la responsabilité des jeunes dans le processus d'exploitation du Dividende Démographique.

**Quel est l'intérêt pour l'UNFPA de soutenir la mise en œuvre de cette charte ?**

Les jeunes et les adolescents constituent un groupe cible privilégié pour l'UNFPA de par son mandat qui relève du Plan d'Action de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (PA/CIPD). La revue des 20 ans de mise en œuvre de ce plan d'action (1994-2014) a conclu à sa pertinence et à la nécessité de sa poursuite dans le cadre de l'agenda de développement à l'horizon 2030. C'est pour cette raison que le PA/CIPD est en parfaite harmonie avec les ODD (2016-2030). Cette jeunesse constitue l'énergie potentielle à capitaliser pour booster la croissance économique

et l'émergence des pays africains dont le Togo. C'est à juste titre que les Chefs d'Etat africains réunis au sein de l'Union Africaine se sont dotés d'une Feuille de Route visant à aider les pays africains à tirer bénéfice de la modification de la structure par âge de la population, qui est en cours actuellement, à la faveur de la transition démographique. Ce bénéfice économique qui résulterait de la transformation de la structure par âge de la population est désigné sous le vocable de « *Dividende Démographique* ».

**Quelles sont les autres axes sur lesquels vous travaillez actuellement avec le ministère chargé de la jeunesse pour l'épanouissement des jeunes Togolais ?**

Nous travaillons essentiellement, en collaboration avec le ministère chargé de la jeunesse, sur l'appui à l'autonomisation des jeunes à travers l'appui à la mise en œuvre et au suivi/évaluation du Plan d'Action opérationnel de la politique nationale de Jeunesse pour l'épanouissement des jeunes togolais, l'appui en équipements et outils de travail pour l'insertion socio-professionnelle des jeunes ayant obtenu leur Certificat de Fin d'Apprentissage, le renforcement des capacités des responsables du CNJ et des centres de jeunes en techniques de plaidoyer en vue de leur participation au dialogue politique et à la prise de décision concernant les jeunes.

**Quels sont les points sur lesquels vous pensez que le Gouvernement peut accentuer ses efforts et comment pouvez-vous le soutenir ?**

Le gouvernement togolais sous

l'impulsion du chef de l'Etat son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE a entrepris des démarches considérables dans la mise en œuvre de la politique nationale de la jeunesse pour l'épanouissement des jeunes togolais à travers la direction de la jeunesse et de l'emploi des jeunes. Nos actions iront notamment dans le même sens qui est de poursuivre les actions initiées dans le cadre de la CARMMA lancée par le Chef de l'Etat en 2010 pour améliorer toujours davantage la santé maternelle et infantile, promouvoir la planification familiale. L'UNFPA appuie aussi le Gouvernement dans le renforcement des Soins Obstétricaux et Néonatal d'Urgence (SONU) à travers l'intensification de la lutte contre les grossesses précoces et les mariages d'adolescentes, ainsi

que l'appui à la mise en place d'un Programme National de Lutte contre les grossesses et les mariages d'adolescentes (PNLGMA).

Nous appelons de tous nos vœux la mise en œuvre effective de ce programme et sommes disposés à joindre nos efforts à ceux du Gouvernement et des autres partenaires dans ce sens.

L'UNFPA a également aidé le Gouvernement pour la mise en place des infirmeries scolaires au sein de quelques établissements du secondaire. Ces initiatives dont les effets positifs sont reconnues, mériteraient d'être étendues. Il s'agit de poursuivre les efforts d'amélioration de l'employabilité des jeunes à travers les diverses initiatives mises en place par le

Gouvernement, d'intensifier la promotion de l'égalité/équité Genre et l'autonomisation de la Femme à travers une Politique Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre (PNEEG).

Il faudra aussi prendre en compte la dynamique de population dans la planification des actions de développement pour tirer profit du Dividende Démographique. L'UNFPA accompagne à cet effet le gouvernement dans l'analyse et l'exploitation du Dividende Démographique, conformément à la Feuille de Route de l'Union Africaine dont la session de Juillet 2017 a pour thème « Tirer profit du Dividende Démographique en investissant dans la Jeunesse » ; cette Feuille de Route de l'UA a été lancée au Togo en Juin 2017 avec l'appui de l'UNFPA.

Propos recueillis  
par Oubaidallah Sabi





**Développement  
à la base**



## Développement communautaire

### Les CDQ au cœur de l'assainissement de la ville de Kara

Il y a au total 12 quartiers de la ville de Kara à avoir bénéficié de tricycles motorisés offerts en 2016 par le ministère du développement à la base, afin de leur permettre d'assurer des missions de salubrité par la pré-collecte des ordures ménagères dans les différents quartiers.

Le choix de ces quartiers est basé sur la pertinence de leur plan d'action et la mise en place d'un mécanisme de gestion d'équipement par leur CDQ.

En seulement un an, d'importants changements se sont produits et les populations plus engagées et déterminées à gagner le pari de leur devenir.

« Nous avons mobilisé les jeunes du quartier pour le réaménagement de la voie reliant l'hôpital chinois au marché Sarakawa et celle de Tsalodè qui étaient impraticables en saisons pluvieuses. Avec l'appui de l'ANADEB, nous avons conçu un plan de développement qui nous a permis d'obtenir des outils plus adaptés pour poursuivre notre objectif. Nous allons également dans les ménages pour collecter les ordures ménagères afin d'assainir notre quartier, grâce au tricycle que nous avons reçu » explique Kwassi EZA, Président du CDQ Endjowou Tchalo.



Le Programme de Développement Communautaire en Zones urbaines (PDC-Zu) piloté par l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB) depuis 2012 impacte positivement sur les populations bénéficiaires, notamment en termes de construction de réhabilitation d'infrastructures sociocommunautaires, d'assainissement du

cadre de vie ... Dans cette dynamique, ce sont les Comités de Développement de Quartiers (CDQ), acteurs majeurs dans la mise en œuvre de ce programme, qui expriment leurs besoins en infrastructures. Coup de projecteur sur les quartiers bénéficiaires de ce programme dans la ville de Kara.

« Dans notre quartier, il y avait beaucoup de dépotoirs sauvages. Alors, nous les avons détruits. Ce qui a entraîné les plaintes des habitants car ne disposant plus d'endroit pour déposer les ordures ménagères. Aussi, avons-nous eu l'idée de ramasser les ordures avec les brouettes mises à notre disposition par l'ANADEB. Avec le tricycle, nous avons fixé d'un commun accord le prix de la collecte d'ordures à 500 francs. Les économies réalisées nous ont permis de réaménager au total 8 rues. Par ailleurs, les JDS nous ont aidés à curer les caniveaux de 2 rues et à construire des tranchées pour faciliter l'écoulement de l'eau en temps de pluie. », renchérit Adzi AWADI, président CDQ d'Adabawèrè.

Au-delà de la simple opération d'assainissement, le PDC-ZU veut amener les communautés accompagnées à prendre en charge leur développement à travers leur implication active dans la planification, la mise en œuvre et la gestion de leurs micro projets planifiés.

« Les revenus générés par l'utilisation des tricycles nous ont permis de payer les conducteurs de tricycles, d'avoir un plan de délimitation des quartiers et un plan de zone au niveau du cadastre. En outre, grâce à ces recettes, l'ANADEB nous a aidé à construire un bâtiment scolaire pour les élèves de la classe de 6ème afin de décongestionner le lycée Kara Sud. Nous avons aussi fabriqué



Les jeunes de Kara assainissent leurs quartiers



des tables-bancs», se félicite BEDEMA, président CDQ Agnaram.

« Nous disposons aujourd'hui d'une épargne de 250 000 FCFA en banque que nous pensons utiliser pour acheter un nouveau tricycle afin de couvrir la totalité du quartier », ajoute-t-il.

A Atéda, l'exploitation du tricycle a contribué notamment à la construction de l'EPP Atéda groupe B financée par l'ANADEB.

Après trois ans de mise en œuvre du PDC-Zu, les populations des quartiers bénéficiaires dans la ville de Kara ont développé de bonnes pratiques civiques et citoyennes.

### Le PDC-ZU à Kara en chiffres

- Réalisation des Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO) dans 4 quartiers offrant ainsi un emploi temporaire à 40 personnes
- Octroi de 14 tricycles à 12 quartiers
- Dotation 11 quartiers de kits THIMO pour les activités des JDS
- Recrutement 210 Jeunes volontaires d'engagement citoyen (ex JDS recrutés pour les travaux d'assainissement pendant 4 mois
- Identification 24 JDS ayant appris un métier pour leur équipement en matériel de travail.
- emploi temporaire à plus de 18 000 personnes, dans plus de 151 quartiers vulnérables de 12 villes dans toutes les régions du Togo, faisant reculer la précarité et l'insalubrité avec son cortège de vices dans les centres urbains.

Lina Yedibahoma



Responsables de CDQ de Kara recevant des tricycles pour l'assainissement des quartiers

### Une nouvelle ère au CEG Koffiti



Réalisé par l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB), dans le cadre du Programme de Soutien aux Microprojets d'Infrastructures Sociocommunitaires (PSMICO), ce bâtiment dont le coût est estimé à 26 568 667 FCFA, vient résoudre le problème d'effectifs pléthoriques au CEG Koffiti.

Nouveau bâtiment du CEG Koffiti

Le CEG Koffiti situé à Blitta dans la région centrale à environ 265 km au Nord de Lomé était, jusqu'en 2015, confronté à un sérieux problème de salles de classes. En effet, depuis 2012 c'est sous de vieux appâtes que se réunissaient les élèves pour suivre les cours. En saison pluvieuse, les cours étaient souvent interrompus. En outre, pendant les devoirs, les enseignants étaient obligés de répartir les élèves en deux groupes : les uns pour la matinée et les autres pour

l'après-midi.

« Je suis très contente car maintenant nous étudions dans des salles de classes toutes neuves, bien espacées avec de solides tables-bancs » se réjouit Noéline PANIZI élève en classe de 4ème.

« Ce nouveau bâtiment portera un coup sérieux au phénomène d'abandon scolaire dans ce milieu », renchérit Koffi ATSOU, chef canton de Koffiti.

Sollicitée en 2013, l'ANADEB a réalisé ce nouveau bâtiment de quatre classes d'une capacité moyenne de 60 élèves chacune avec deux bureaux et un bloc de sanitaires.

La population a participé massivement en termes de main d'œuvre aux travaux de réalisation de l'ouvrage.

#### Goût de l'école retrouvé

La construction du nouveau bâtiment a beaucoup soulagé les



élèves, les enseignants et le Comité Villageoise de Développement (CVD). Elle a véritablement contribué à l'augmentation du taux de réussite.

« Lorsque vous disposez d'un bon cadre d'études, cela agit positivement sur le rendement des élèves. Cette année, nous avons remarqué que le taux de réussite a augmenté dans l'établissement, les élèves éprouvent du plaisir à venir à l'école » se réjouit Monsieur KETOGLO, Directeur du CEG Koffiti.

« Le nouveau bâtiment a apporté un grand changement dans notre école. Sous les appâtâmes, les lézards nous tombaient dessus en plein cours. Pendant la saison pluvieuse, nous ne pouvions pas étudier, nos cahiers et nos livres étaient mouillés », ajoute Hèzou BAKETOUMONGO élève en

classe de 3<sup>ème</sup>. Le nouveau joyau a apporté beaucoup de changement dans le comportement des élèves du CEG Koffiti. D'une part, il leur a permis de découvrir leurs extraordinaires capacités

**Etudier tout près de chez soi, recevoir les cours dans de bonnes conditions est devenu une réalité pour les élèves du CEG Koffiti (environ 10km au Sud-Est de Blitta), avec la construction en 2015 d'un nouveau bâtiment scolaire.**

d'apprendre ; d'autre part de renforcer leur estime d'eux-mêmes. « Je suis à l'aise dans ce nouveau bâtiment car il m'offre de meilleures conditions d'études.

*J'ai retrouvé la joie de venir à l'école. Avec des amis, on a formé un groupe de travail et je puis vous assurer qu'aujourd'hui je me sens forte pour affronter le BEPC», déclare Akouvi YOVO élève au CEG Koffiti.*

L'accès à une éducation de qualité fait indubitablement partie des besoins de base des populations et contribue à l'acquisition d'un minimum vital commun, véritable cheval de bataille du ministère du développement à la base.

En tout 455 bâtiments scolaires ont été construits sur toute l'étendue du territoire, depuis 2008, dont 342 par l'ANADEB.

**Lina Yedibahoma**



**Le partenariat public-privé au service du développement à la base.**

**Bluezone, bâtiments scolaires, infrastructures socio-collectives....Ce sont autant de réalisations rendues possibles grâce au partenariat entre le Groupe Bolloré et le ministère chargé**

**du développement à la base.**

**Dans ce numéro de Chroniques de la base, Charles Gafan, PDG groupe Bolloré Transports & Logistics nous en dit plus dans cet entretien.**



**Bolloré Transports & Logistics que vous dirigez au Togo est devenu en l'espace de quelques années, un partenaire de premier plan du Ministère du Développement à la Base. Comment est né cet engagement ?**

Permettez-moi tout d'abord, de présenter succinctement le Groupe Bolloré en rappelant qu'il est créé en 1822 et figure parmi les 500 plus grandes entreprises mondiales. Notre Groupe a choisi depuis presque trente (30) ans de se diversifier afin d'assurer une meilleure répartition des risques. Grâce à cette stratégie de diversification basée sur l'innovation et sur le développement à l'International, le Groupe Bolloré occupe aujourd'hui une position forte dans chacune de ses activités rassemblées autour de 3 pôles : **Transport et Logistics, Communication et Média, Stockage d'électricité.**

Au Togo où le Groupe Bolloré s'est implanté il y a plus de 60ans, il a su développer une expertise complète, à la fois dans le domaine portuaire où il assure la gestion du Terminal à Conteneur du port de Lomé (TOGO TERMINAL) et dans la gestion des marchandises conventionnelles (LOME MULTIPURPOSE TERMINAL et TCL) tout comme dans le transport





M. Gafan, Mme Dogbé et plusieurs personnalités posent avec les enfants du préscolaire à l'EPP Tantigou

des comodities, le Transit, le freight forwarding le supply chain la consignation des navires(shipping), le courrier express...

Cette diversification traduit notre confiance placée dans le Gouvernement togolais et dans sa politique de développement portée par le Chef de l'Etat.

Si nous sommes au Togo, c'est pour montrer aux yeux du monde que c'est ici et maintenant qu'il faut investir et accompagner le Togo, pour ainsi paraphraser Vincent BOLLORE lors du lancement des travaux de construction, d'extension et de modernisation du terminal à conteneur au Port Autonome de Lomé le vendredi 04 Mars 2011.

Le 17 février 2017, le Groupe Bolloré a célébré ses 195 ans. Cette existence qui ne date pas

d'aujourd'hui signifie aux yeux de beaucoup de personnes que nous sommes un Groupe mûr, solide, expérimenté et digne de confiance. C'est tout à fait vrai. Mais au-delà, il faudra aussi comprendre que nous sommes un Groupe qui a fait du chemin pas à pas. A l'origine en effet, le Groupe Bolloré a commencé ses activités avec un petit nombre d'hommes et de femmes courageux, consciencieux et déterminés à Odet en Bretagne (France) avant de devenir grand aujourd'hui et présent partout dans le monde. Mieux que quiconque, nous comprenons que le développement commence par la base et que, c'est la somme de petites actions, qui concourent aux grandes réalisations.

L'Homme est au centre de chacune de nos actions, Nous accordons une place importante à son évolution, à son environnement, à ses besoins... Le projet que porte le Ministère du Développement à la Base vise à susciter, faciliter et encourager un développement qui part de la base et où nous avons un grand nombre de compatriotes qui ne demandent, avec un peu de moyens et d'assurance, qu'à aller de l'avant. Dans la vie du Groupe Bolloré, nous avons connu ces situations (souvent sur des terrains inconnus) dans lesquelles la confiance faite aux communautés à la base a produit des résultats spectaculaires. C'est donc en nous fondant d'abord sur cette expérience, puis au regard de la qualité du projet que porte le Ministère du Développement à la Base qu'est né cet engagement.

**Bolloré Transports et Logistics est avant tout une multinationale qui a pour but de faire le bénéfice. Votre appui au développement à la Base relève -t- il juste de votre responsabilité sociétale ou incarnez-vous des valeurs qui vont au-delà de la simple image de marque à entretenir ?**

S'il ne s'agissait que d'une simple image à entretenir, croyez-moi, il y a des moyens bien plus indiqués et plus efficaces pour le faire.

Il est évident qu'aucune structure ne peut prétendre à son efficacité si elle ne prend pas en compte son environnement. De ce fait, le principe de responsabilité sociétale de l'entreprise est bien à la mode. Nous avons au sein de notre Groupe une politique RSE très engagée. Mais, à Bolloré Transport et Logistics, nous nous refusons l'effet de mode et agissons par conviction.

En réalité, nous croyons profondément que le développement de toute entreprise passe par le développement lato sensu du milieu dans lequel elle opère. C'est pourquoi, nous pensons qu'il est impérieux que chaque entreprise s'applique à contribuer au développement de son lieu géographique d'intervention.

Lorsque nous participons à la construction d'une Ecole, c'est parce que nous croyons à la formation et à l'éducation qui garantissent au pays et aux entreprises des ressources humaines de qualités.

Lorsque nous finançons la construction d'une latrine, d'un forage ou d'un dispensaire, c'est parce que nous croyons en la vie et nous oeuvrons pour sa

préservation.

Lorsque nous nous impliquons dans la construction d'un marché, c'est parce que nous avons conscience qu'il constitue une source de richesse qui permettra de prendre en charge des milliers de personnes et participera à l'essor de l'économie du pays.

Lorsque nous nous engageons dans la construction des Bluezones et des Salles de Cinéma et de Spectacle (Canal Olympia), c'est parce que nous mesurons combien la culture, le divertissement, la réduction de la fracture numérique et énergétique sont indispensables à l'éclosion des talents des forces vives de notre pays le Togo.

En appuyant le Ministère du Développement à la Base qui a pour vocation de susciter le développement en partant des communautés à la base, nous apportons ainsi, en dehors de bien d'autres actions que nous initiions, notre pierre à la construction du développement

du Togo.

**Quelques sociétés vous ont emboîtés le pas. Qu'avez-vous à dire aux autres Multinationales installées au Togo pour les inviter à faire de même ?**

Nous sommes très heureux de savoir que d'autres sociétés nous ont emboîtés le pas car une seule hirondelle ne fait pas le printemps dit-on.

Le processus de développement nous interpelle tous car c'est de la conjugaison des efforts des uns et des autres que dépendra la célérité de sa réalisation.

Participer au développement d'un pays, constitue à n'en point douter une rampe de développement pour nos propres entreprises.

J'invite tous les opérateurs économiques à s'impliquer davantage dans le processus de développement afin de faire du Togo un pays où il fait bon à entreprendre.

Propos recueillis par  
Oubaidallah SABI





# Entrepreneuriat rural

**Le moteur de l'autonomisation des femmes en milieu rural**

Contribuer à l'amélioration des revenus des membres des groupements ruraux et au développement des emplois dans les villages d'implantation de ces groupements, c'est le fondement du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG), premier projet implémenté par le ministère du développement à la base depuis 2008 à travers une cellule de coordination et par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB) à partir de 2014.

Le PSAEG et le Projet des Plantes à Racines et Tubercules (PRT) ont permis d'accompagner à ce jour 6728 groupements pour 10932 unités d'équipements de production et de transformation octroyés pour un coût d'investissement de plus de 7 milliards de FCFA.

Zoom sur le PSAEG, un projet qui a contribué à l'amélioration des conditions de vie des milliers de Togolais.



Femmes du groupement Sourou de Kparatao dans leur jardin

**K**parataou, Amaïdè, Aouda, sont trois localités de la préfecture de Tchaoudjo où des dizaines de groupements organisés en unions et fédérations ont reçu l'accompagnement de l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB) pour la production, le stockage et la transformation de céréales et de manioc. Les activités génératrices de revenus de ces unions et fédérations contribuent à booster l'économie de la région centrale.

A Aouda notamment, le groupement Adini s'est spécialisé depuis 1984 dans la transformation artisanale du gari. En 2012, avec la restructuration du groupement et l'appui du PSAEG à travers une presse à manioc et un groupe électrogène, la transformation s'est mécanisée rendant le travail plus facile et plus rentable avec la production de 5 à 6 tonnes de gari par mois.

ADAM Djemila, présidente des femmes du groupement a suivi une formation de l'ANADEB dans la tenue des cahiers de compte, de présence et sur la rédaction des statuts des groupements. Visiblement très heureuse, ce leader de groupement, aujourd'hui âgée de 40 ans ne cache pas son émotion : « mon adhésion au groupement Adini a permis mon autonomisation financière et sociale. Les revenus issus des activités de notre groupement me permettent d'assurer les besoins primaires de ma famille notamment la scolarité de mes enfants, leurs soins de santé et leur alimentation. Je dois également avouer que je ne suis plus tentée de partir à l'aventure pour un avenir meilleur ».

50 km plus au nord-est de Aouda, nous arrivons à Kparatao. Ici, les populations mesurent toute la portée du PSAEG.

SAMKE Essowédéou épouse KPETCHOU, est la présidente du groupement Sourou de Kparatao. Avec les 16 autres membres de son groupement, elle cultive du riz sur 3 hectares et fait du maraîchage. Elle voit grand pour son groupement : « Dans deux ou trois ans nous voulons aussi vendre nos riz en dehors du marché de Sokodé c'est-à-dire à Kara, à Dapaong, à Lomé et



pourquoi pas en Europe. »

Créée le 10 janvier 2015, la fédération des groupements de femmes de Tchaoudjo compte aujourd'hui 13 unions de 466 groupements avec un total de 4626 membres.

L'accompagnement de l'ANADEB s'inscrit notamment dans la mise en œuvre du projet PSAEG/PRT et a pour objectif de contribuer à l'autonomisation financière des membres. Dans ce cadre, la fédération de Tchaoudjo a bénéficié entre autre, de renforcements de capacités sur les

thématiques de la mobilisation communautaire, de promotion et gestion coopérative, de développement des AGR et de leadership.

L'accent est mis sur la restructuration des GIE, la mutation en SCOOPS, et la mise en relation avec d'autres partenaires pour faciliter l'accès aux financements ainsi que l'écoulement de la production locale. Des suivis sont régulièrement organisés avec le bureau de la fédération pour encourager les membres à rentabiliser leurs initiatives.

**Lina Yedibahoma**



Groupement des femmes d'Amaidè en réunion

## Entrepreneuriat rural

### Groupement Moïgba Suo-Suo: Une expérience qui fait cas d'école

**D**ans la région des Savanes, opèrent plusieurs Groupements d'Intérêt Economique (GIE) dont les activités contribuent à l'autonomisation des membres et à l'amélioration des conditions de vie des communautés. Certains de ces groupements doivent leur survie au Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADEB) qui, à travers sa composante « Soutien aux activités économiques des groupements », leur apportent un appui financier substantiel. C'est le cas du GIE Moïgba Suo-

**Suo (Débrouille-toi un peu en Moba) dont les performances font cas d'école dans la région. Composé de 18 membres, toutes des femmes, Moïgba Suo-Suo est créé en décembre 2011. La principale activité du groupement est le maraîchage.**

**Afin de s'imprégner de leur quotidien, nous sommes allés à la rencontre de ces vaillantes femmes à Nagbandja, village situé à 16 km au nord-est de Dapaong, chef-lieu de la préfecture de Tône et de la région des Savanes.**



Présidente du groupement Moïgba Suo suo

Quittant la ville de Dapaong, nous empruntons la route bitumée menant à Pognio. Au Km 10, nous versons vers l'est, abandonnant la chaussée. Au bout d'un sentier poussiéreux et tortueux, serpentant à travers d'immenses terres semi-arides parsemées d'habitations, et d'arbustes meurtris par la sécheresse,

Nagbandja ! Une centaine de cases en terre battue, recouvertes de tiges de mil et de roseaux tressés, perdues au milieu de nulle part. Ici vit un millier d'âmes. Le feu pour cuire les aliments est fait à base de bouse de vaches.

A l'orée du village, un vaste espace verdoyant. Là, penchées vers la terre, bravant le soleil implacable,

des femmes s'activent : ce sont les membres du GIE Moïgba Suo-Suo.

« Nous nous sentons vraiment autonomes et libérées de l'extrême pauvreté ».

Les femmes de Moïgba Suo-Suo cultivent l'oignon et la tomate sur un site s'étendant sur un hectare environ. Leur activité essentiellement saisonnière, s'étale sur une période de 8 mois, de septembre à avril. Les cultures sont irriguées. En temps de récolte, les oignons déterrés sont exposés au soleil pendant plusieurs jours avant d'être entreposés dans les trois magasins du groupement. Les produits sont ensuite vendus sur place à des clients qui, pour la plupart viennent de Dapaong. « Cela nous évite de parcourir de longues distances pour écouler nos produits », explique Sougla YEMPABE, présidente du groupement.

Les feuilles fraîches d'oignons



sont pilées puis transformées en boules compactes. « Ainsi traitées, les feuilles durent longtemps. C'est notre manière de conserver l'oignon, faute de moyens sophistiqués », explique la présidente. Très prisé dans la région, le produit ainsi obtenu constitue une alternative à l'oignon en temps de pénurie.

En 2015, Moïgba Suo-Suo a bénéficié d'un crédit d'un million de FCFA du PRADEB. « Ces fonds nous ont beaucoup aidés. Ils nous ont permis de renforcer notre activité et de la porter à l'échelle », témoigne Mme YEMPABE.

En effet, grâce à ce financement, le groupement a engrangé en 2015, un chiffre d'affaires estimé à environ 1.800.000 (un million huit-cent mille) FCFA ce qui lui a permis de rembourser le crédit et d'obtenir en 2016 un autre financement d'un montant de 1.500.000 (un million cinq cent mille) FCFA.

Aujourd'hui, grâce à leur activité, les femmes de Moïgba Suo-Suo se disent délivrées du joug de l'extrême pauvreté qui sévit dans la région. « Nous contribuons aux petites dépenses de la famille : en éducation des enfants, en alimentation, en santé etc. Nous nous sentons vraiment autonomes et libérées de l'extrême pauvreté », se félicite Sougla YEMPABE.

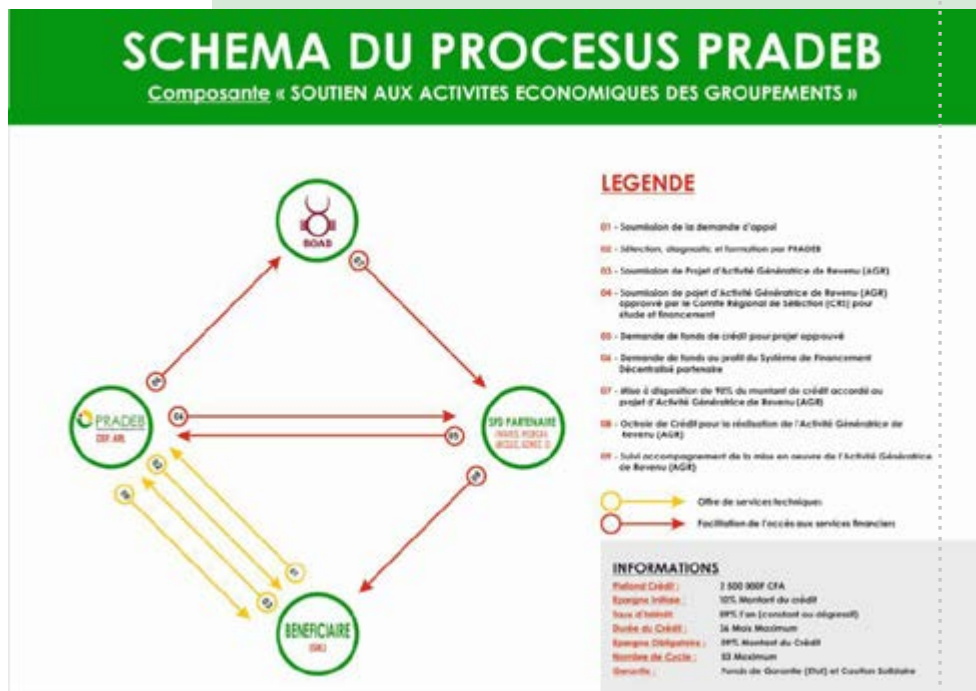
Au total 62 groupements de la région des Savanes bénéficient de l'appui du PRADEB. A l'instar de Moïgba Suo-Suo, 39 ont renouvelé leur crédit.

« **Seuls les groupements vulnérables bénéficient du soutien du PRADEB** »

Selon Rachidatou MOUMOUNI, Point focal GIE Région des Savanes, de 2014 à nos jours, plus de 400 groupements de la région ont soumis des demandes de crédit à l'ONG RAFIA, Agence de Relais Local (ARL) du PRADEB dans les Savanes. « Mais, seuls les groupements vulnérables, qui n'ont pas de crédit en cours ni de crédit en souffrance dans une institution de micro finance, bénéficient de l'appui du PRADEB », précise-t-elle.

**Franck Nonnkpo**

**Au 31 décembre 2016, le PRADEB a accompagné sur toute l'étendue du territoire, environ 300 groupements d'intérêt économique en majorité composés de femmes. Montant débloqué 7 38 588 180 fcfa. Pendant les 5 années de mise en œuvre, le programme doit faciliter l'accès aux crédits de 500 groupements.**



## Autonomisation de la femme rurale

**Plate-forme multifonctionnelle de Tové : un maillon essentiel d'une chaîne de valeur agroalimentaire**

Depuis quelques années, le Ministère chargé du développement à la base, à travers le Programme National de développement de la Plateforme Multifonctionnelle (PN-PTFM) et le Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADEB), installe dans les communautés rurales vulnérables, des plateformes multifonctionnelles. Puissant outil de lutte contre la pauvreté, la plateforme multifonctionnelle apporte partout où elle est exploitée, une nouvelle ère de bien-être. Celle de Tové dans la préfecture de Yoto, est au cœur d'une chaîne de valeur qui améliore le quotidien de la communauté







Séchage de noix de palme

Situé dans le canton de Zafi, à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de Tabligbo, chef-lieu de la préfecture de Yoto, Tové signifie littéralement « forêt de buffles ». On y accède à partir de Yotokopé, par une piste cahoteuse traversée par endroits par des ruisselets. A Tové, vivent un millier d'âmes.

Aujourd'hui Tové vit une nouvelle ère. En effet, depuis 2014 une plateforme multifonctionnelle

rythme la vie des villageois.

Composée d'un moteur diesel, d'une décortiqueuse de riz, d'une malaxeuse de noix de palme, d'une concasseuse de palmiste, d'un moulin à céréales et d'une aiguisseuse de meules, la plateforme multifonctionnelle de Tové est installée par le PN-PTFM. Elle est exploitée par le groupement ASSINESSE (courage !). Créé le 22 avril 1999, ASSINESSE compte 33 (trente-trois) membres dont 20 (vingt)

femmes. Les membres mènent individuellement différentes activités génératrices de revenus : commerce de maïs, de riz, d'huile de palme, d'huile de palmiste, de savon, de volailles etc.

« Avec la plateforme, préparer de l'huile est devenu facile »

Même si ses performances demeurent modestes, la plateforme multifonctionnelle de Tové alimente une chaîne de valeur essentielle pour le développement de la

communauté.

En effet, la malaxeuse de noix de palme tournant à plein régime booste la production d'huile de palme (huile rouge) dans le milieu, diminuant par la même occasion la pénibilité de cette activité, qui demeure l'une des plus importantes à Tové. « Avec la plateforme, préparer de l'huile est devenu facile. Avant, pour transformer une cuvette de noix de palme, on pouvait passer toute la journée. Aujourd'hui cela nous prend moins de temps ; nous pouvons traiter jusqu'à 4 voire 5 cuvettes en moins d'une journée. Evidemment la quantité d'huile devient importante et nous avons du temps pour faire autre chose », témoigne Irène Assignon, caissière N° 1 du groupement ASSINESSE.

Les palmistes issus de la transformation de l'huile de palme sont concassés et mis en sacs. Puis, direction Ahépé à une trentaine de kilomètres où ils sont transformés en huile dans une unité de transformation installée en 2015 par le groupement. 32 bidons de 25 litres d'huile sont ainsi produits quotidiennement.

Une partie de l'huile est vendue à des grossistes. « En 2016, nous avons trouvé un grossiste qui nous demande 40 tonnes d'huile par semaine. Nous rendons grâce à Dieu car nous n'avons pas de problème pour écouler nos stocks », se félicite Komi Gbétsi, président du groupement.

L'autre partie de la production d'huile est utilisée comme matière première pour la fabrication de savons locaux vendus en gros à des acheteurs qui viennent de Kouvé, Zafi, Tchékpo, Tabligbo,

Lomé...

« Actuellement nous avons en stock 50 cartons de 60 pains de savons. Une importante quantité est également en cours de production », souligne M. Gbétsi.

Le dernier maillon de cette longue chaîne de valeur entretenue par la plateforme multifonctionnelle de Tové, est le tourteau, matière provenant de la transformation du palmiste en huile. Elle est utilisée dans l'alimentation des animaux.

« Nous nourrissons nos animaux avec les tourteaux provenant de notre activité »

Ce produit, ASSINESSE en fait un usage judicieux. Tandis qu'une grande partie est cédée à un grossiste béninois, qui en demande 30 tonnes par semaine, le reste est renvoyé à Tové où il sert de nourriture dans un élevage mis en place par le groupement. « Chaque membre apporte ses animaux et nous les nourrissons avec les tourteaux provenant de notre unité de transformation. Actuellement nous

avons 40 chèvres, 11 moutons, 35 poules, 32 canards, et 18 dindons », affirme le président d'ASSINESSE.

Grâce à ces activités, ASSINESSE participe à l'autonomisation financière de ses membres et au bien-être de sa

communauté tout entière.

Le PN-PTFM vise à contribuer à la promotion de l'entrepreneuriat féminin, à l'accroissement des revenus, à l'amélioration des services sociaux de base en faveur des populations rurales, par l'utilisation des énergies renouvelables fournies par les plateformes multifonctionnelles.

La plateforme multifonctionnelle libère les femmes de certaines corvées longues et pénibles (eau, pilage, ...), leur confère des revenus supplémentaires propres ; donc un statut plus indépendant et une responsabilité sociale et économique accrue. Sa multifonctionnalité permet de stimuler la création, le développement et/ou la modernisation d'autres activités artisanales dans les villages.

Franck Nonnkpo





## FILETS DE PROTECTION SOCIALE

L'ACPE: Relais essentiel pour l'éducation à la protection de l'enfant

Véritable cheville ouvrière du projet transferts monétaires, l'Agent Communautaire de Protection de l'Enfant (ACPE) est un chaînon clé du dispositif et un lien entre la communauté bénéficiaire et le reste des acteurs du projet. L'ACPE doit être résident permanent dans la communauté, il doit savoir lire et écrire, faire preuve de dynamisme et d'empathie pour les enfants.



Je assure le suivi des enfants du village en deux volets : le suivi du bien-être des enfants et celui des bénéficiaires de transferts monétaires. L'ACPE tient également des séances d'information et de sensibilisation

de la population sur le projet et les critères d'éligibilité, sur les procédures de sélection des bénéficiaires, mais aussi sur des sujets relatifs à la protection et au bien-être de l'enfant. Il enregistre et actualise la liste des femmes

enceintes d'au moins trois mois et les mères des enfants de 0 à 59 mois. Cet agent communautaire doit, par ailleurs, organiser des visites à domicile pour suivre les ménages bénéficiaires, conseiller et orienter les mères et tuteurs pour une meilleure protection des enfants.

interview



Mme Moussa en séance de causerie éducative à Hagou-bas

Lebema Moussa, la soixantaine, est la dynamique ACPE de Hagou-bas dans la préfecture de Doufelgou. Elle a bien voulu nous raconter son quotidien.

**Bonjour Madame ! Comment êtes-vous devenue ACPE ?**

J'ai été choisie lors d'une assemblée du village pour élire les membres du Comité Villageois de Développement et de la commission de protection des enfants.

J'ai ensuite été appelée pour suivre une formation. A mon retour, j'ai pris le relais et j'essaye de transmettre aux femmes les acquis de la formation, notamment sur l'entretien de la famille, l'éducation des enfants, bref les bonnes manières pour que la paix règne dans le foyer.

**Que faites-vous concrètement les jours de causeries ?**

Je m'apprête très tôt le matin pour ne pas être en retard. Je demande aux femmes de préparer les lieux et de s'installer avant l'arrivée du

responsable de zone qui supervise les causeries. Je fais un petit rappel sur la précédente séance pour m'assurer que les femmes ont retenu ce que nous leur avons appris.

**Quels changements avez-vous remarqué chez les femmes depuis le démarrage du projet transferts monétaires à Hagou-bas ?**

Je constate aujourd'hui que les femmes appliquent les notions d'hygiène que nous leur inculquons : elles s'habillent proprement, prennent soin de leur cadre de vie et de leurs enfants. Par ailleurs, grâce aux sensibilisations, elles ont compris que l'enfant est sacré et qu'il a droit à un acte de naissance, même ceux qui ne bénéficient pas directement de l'allocation mensuelle octroyée par le projet.

**Le projet transferts monétaires tend vers la fin de sa phase pilote, seriez-vous d'avis que ce projet puisse être étendu à tous les villages ?**

Particulièrement j'ai aimé ce projet, je le trouve très bon. En raison des changements qu'il a

apportés à Hagou-Bas et vu les témoignages des bénéficiaires, toute la communauté aimerait que le projet soit prolongé et pourquoi pas dans tous les villages du Togo. J'aimerais vous demander de porter haut notre voix pour que cet ambitieux projet se poursuive.

En menant ces causeries avec les femmes, en les visitant à domicile, qu'est-ce que cela vous a apporté en tant que femme et sur le plan moral ?

Je me sens fière et très honorée de contribuer à la réussite de ce projet. J'ai beaucoup appris de ce projet : je sais aujourd'hui comment bien éduquer un enfant. En inculquant aux femmes les bonnes manières et les bonnes pratiques, je me suis forgée une personnalité.

Je profite de l'occasion pour saluer le gouvernement togolais qui a pensé à nous en initiant ce projet.



## Recap

A quelques mois de la fin de la phase pilote du projet des transferts monétaires, quelques chiffres à retenir :

**1<sup>er</sup> recensement :** 14879 bénéficiaires;  
**2<sup>ème</sup> recensement :** 14504 bénéficiaires;  
Soit en tout 29 383 ménages bénéficiaires de l'allocation mensuelle de 5000 FCFA.

En début du projet, trois types d'étude avaient été programmés afin de déterminer l'impact des transferts monétaires sur les bénéficiaires. Il s'agit de l'étude sur la situation de référence des bénéficiaires, réalisée en 2014 ; l'étude sur l'évaluation de processus des transferts monétaires et l'étude sur l'impact des transferts monétaires, réalisées en 2016.

Ces études constituent une évaluation de type expérimental concernant 162 villages choisis de façon aléatoire et répartis en deux groupes. Le premier groupe est composé de 80 villages appelés "villages témoins". Les personnes ciblées dans ces "villages témoins" ne perçoivent pas de l'argent. Elles bénéficient uniquement des séances de causeries éducatives. Le second groupe composé de 82 villages est appelé "villages traitement". Dans ces villages, les bénéficiaires identifiés perçoivent 5000FCFA par mois en plus des causeries éducatives.

Les grandes tendances qui se dégagent de la dernière étude montrent que les transferts monétaires ont produit des effets positifs sur les bénéficiaires.

L'analyse de l'utilisation des transferts monétaires permet d'apprécier les diverses utilisations faites de l'argent transféré aux bénéficiaires conformément aux objectifs du programme. Le graphique ci-dessous résume les résultats obtenus.

Le graphique ci-dessus montre qu'en majorité, les femmes bénéficiaires interrogées ont utilisé l'argent du transfert monétaire prioritairement pour les enfants. Ainsi, dans 91% des cas, les TM ont été utilisés pour l'achat de nourriture aux enfants. L'argent a également été utilisé pour la santé de

l'enfant (68%) et l'achat de savon ou de lessive (64%). L'achat de vêtements/chaussures pour l'enfant et de nourriture pour les autres membres du ménage figurent également parmi les utilisations prédominantes du TM.

Impact des TM sur la santé de l'enfant (15 jours avant l'enquête)

La part des femmes bénéficiaires ayant déclaré leur enfant malade dans les 15 jours avant l'enquête passe de 32,53% (enquête initiale) à 13,41% en enquête finale. La diminution observée est nettement plus importante chez les bénéficiaires que chez les non bénéficiaires

De façon globale, les indicateurs tels que l'anthropométrie des enfants, sur la déclaration des enfants à l'état civil, les connaissances sur le suivi des grossesses, la santé et le droit des enfants ont connu une nette progression entre le début et la fin du projet.

Oubaidallah Sabi

## PDCPLUS : Fin de parcours, bilan positif

**Le 31 juillet 2017 sonne la clôture définitive du Projet de Développement Communautaire et des filets sociaux (PDCplus), après quatre ans à faire reculer l'extrême pauvreté dans les zones les plus vulnérables du Togo.**

Après avoir conduit avec rigueur et

Chroniques de la base : Que fut le PDCPlus ?

**Mme Yawavi Bouty AGBOKA-ABALO :** Le projet de développement communautaire et des filets sociaux (PDCplus) est un projet de réduction de la pauvreté initié et mis en œuvre par le gouvernement togolais avec l'appui de la Banque mondiale. Il a démarré le 10 juillet 2012 et est l'un des instruments de mise en œuvre de la stratégie de croissance accélérée et de la promotion de l'emploi (SCAPE) élaborée en 2012 et est particulièrement orienté vers les populations les plus pauvres du Togo. Le PDCplus fait suite au projet de développement communautaire (PDC) qui est un projet similaire mis en œuvre de 2008 à 2013 et dont les résultats ont été jugés satisfaisants.

Les objectifs spécifiques assignés au PDCplus sont d'améliorer le cadre de vie des communautés à la base avec la réalisation des ouvrages de développement social (bâtiments scolaires, d'unités de soins de santé,

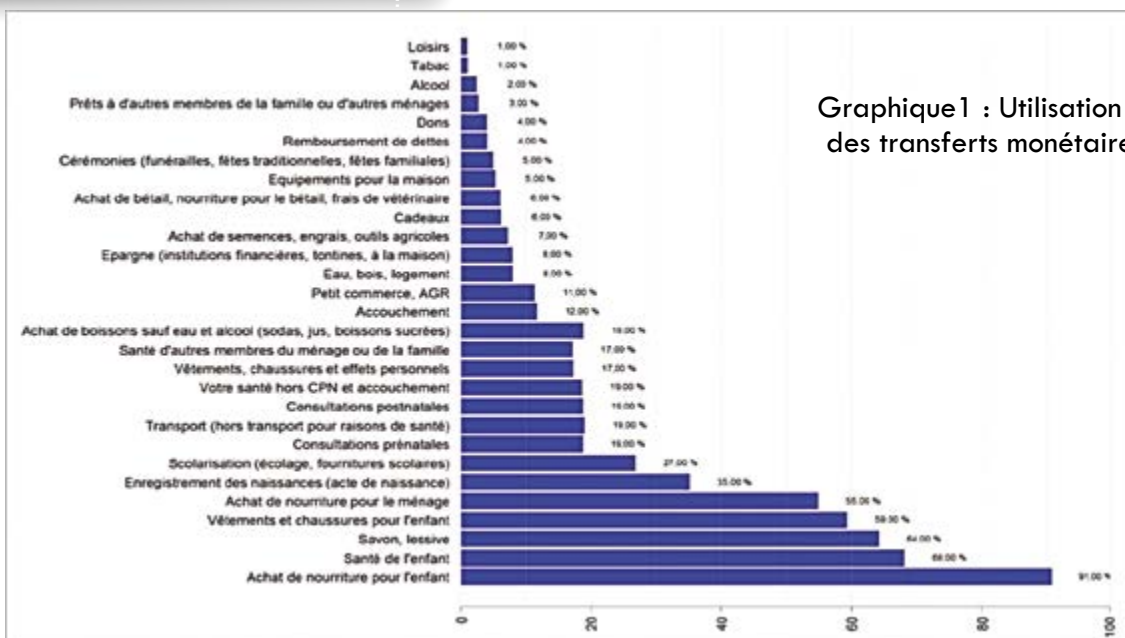
efficacités le PDC, puis le PDCplus, Yawavi Bouty AGBOKA-ABALO revient sur les succès de ce projet soutenu par la Banque mondiale, ses difficultés et aussi les perspectives qui s'ouvrent dans la lutte continue pour apporter aux Togolais le minimum vital commun. Entretien!



**Mme Yawavi Bouty AGBOKA-ABALO**  
Coordinatrice du PDCplus

forages, pistes rurales, etc.) ; **Comment le PDCplus est mis en œuvre ?** Concrètement, l'approche développée est une approche qui met la communauté au centre de son propre développement. Cette approche s'appelle "Community-Driven Development (CDD)" (développement conduit par les communautés). Il s'agit pour les microprojets par exemple d'informer suffisamment les communautés sur le projet et sur les conditions d'accès à son financement ; de recevoir des demandes de

Graphique1 : Utilisation faite des transferts monétaires





financement des microprojets portées par le comité villageois de développement (CVD) de la communauté concernée. Nous nous assurons par une étude sommaire que la demande est pertinente, qu'elle est portée par toute la communauté et que la communauté s'engage à apporter une contribution de 5% au financement du microprojet soit en nature, soit en numéraire soit les deux, et enfin s'assurer que l'ouvrage rentre dans les orientations du service technique concerné qui fournira à cet effet un avis de non objection à intégrer au dossier. Nous procédons après cette étape à la formation des membres des CVD sur cinq thématiques que sont : a)- organisation et dynamique communautaire, b)- passation des marchés communautaires, c)- gestion transparente des fonds, d)- suivi-évaluation participatif, e)- entretien et maintenance des infrastructures.

Ensuite, il s'agit d'identifier une personne dynamique au sein de chaque CVD que nous formons pour jouer le rôle d'agent porteur de dynamique communautaire afin de susciter l'implication réelle de la communauté.

Enfin nous suivons la mise en œuvre des microprojets et d'autres aspects qui sont liés notamment à la question de gestion environnementale et sociale.

Je dois rappeler que sont éligibles au PDCPlus les deux cents (200) cantons les plus pauvres du Togo, suivant le ciblage issu de la carte de pauvreté établie par le ministère chargé de la planification du développement. Au sein de ces cantons nous établissons un ciblage catégoriel des villages les plus pauvres sur la base d'autres critères spécifiques, notamment l'inexistence d'infrastructure de développement

social, leur insuffisance ou leur éloignement par rapport au village retenu (pour les microprojets), l'état de nutrition des enfants pour l'opération des transferts monétaires en particulier.

### Quel bilan faites-vous du projet en termes de résultats et en termes d'impact sur les populations pauvres ?

Sur le plan des microprojets d'infrastructure, le PDCPlus a réalisé en 5 ans 347 microprojets dans les cinq régions du Togo. Ces infrastructures ont pour but de couvrir les besoins essentiels des communautés bénéficiaires tels que définis par elle-même dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'assainissement, de l'hydraulique etc.

Je voudrais préciser que sur une prévision de 320 microprojets, 347 ont été réalisés soit un taux d'exécution de 108,4%. Un audit de qualité technique des ouvrages a montré que 92 % des ouvrages sont de qualité technique satisfaisante et que les défauts observés sur les 8% sont des défauts mineurs non préjudiciables à la durabilité des ouvrages et seront corrigés avant la réception finale de ces ouvrages.

Le PDCPlus a également financé des groupements pour la mise en œuvre d'Activités génératrices de revenus (AGR). Ainsi 208 AGR ont été mise en œuvre sur une prévision initiale de 150, correspondant à un taux de réalisation de 138,6%. Les groupements financés se sont illustrés dans les domaines du maraichage, de la production céréalière, de l'élevage et la transformation etc.

En ce qui concerne les filets de

protection sociale, trois programmes ont été mis en œuvre par le Pdcplus. Il s'agit du projet pilote des transferts monétaires qui ont bénéficié dans les régions de la Kara et des Savanes à 29600 foyers, dépassant la cible de 21500 bénéficiaires prévue. Le deuxième est le programme d'alimentation scolaire. En 2017, 88 927 élèves du primaire et du préscolaire répartis dans 304 écoles à travers les cinq régions ont bénéficié d'un repas chaud par jour de classe. En termes de couverture, l'opération touche 25% des écoles publiques des 200 cantons les plus pauvres du Togo.

Je dois dire que le nombre d'écoles couvertes est minime par rapport aux besoins réels, raison pour laquelle la question de pérennisation du programme d'alimentation scolaire est en cours d'étude et de préparation.

Dans le domaine des travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO), sur une prévision de 10 000 emplois temporaires à créer, le projet en a réalisé 12 754 pour 154 microprojets exécutés, principalement des pistes rurales et des retenues d'eau aménagées aux fins de production agricole.

Au-delà des revenus procurés aux jeunes ruraux grâce à, un audit technique a révélé que l'approche des THIMO a retenu des jeunes prêts à l'exode rural dans les pays voisins.

### Pensez-vous que les communautés sont réellement satisfaites des réalisations du PDCplus ?

En dehors des transferts monétaires, le projet n'a pas réalisé une enquête de satisfaction sur les autres sous-composantes. L'enquête de satisfaction sur les transferts monétaires a montré que 98% des

bénéficiaires sont satisfaites des prestations offertes.

Par ailleurs le rapport des audits techniques ont relevé que les AGR ont eu des effets tels que le renforcement de la cohésion sociale, l'instauration d'une culture entrepreneuriale dans les ménages, Le renforcement de la culture d'entraide et de solidarité dans les villages etc.

De même, les travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO) ont eu des effets notables. Les pistes rurales réalisées dans le cadre des THIMO ont eu un impact sur l'acheminement des produits agricoles ; le transport des malades vers les formations sanitaires et sur la fréquentation scolaire pour les zones éloignées des écoles.

Les retenues d'eau quant à elles ont servi à la fabrication des briques pour construire les maisons, à l'abreuvement des bétails, des fins de production agricole notamment le maraichage, les cultures de contre saison, aux besoins quotidien, etc.

Pour la réalisation des infrastructures communautaires, il y a des indices qui montrent que les communautés sont satisfaites. Il s'agit notamment du rôle de plus en plus important que les CVD jouent dans le développement social de leurs communautés, la facilité de mobilisation des membres des communautés aux travaux communautaires, du nombre de plus en plus grand de demandes d'appui adressées au projet.

### Quelles sont les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet et les leçons à en tirer ?



Mme Agboka en supervision dans le village de Djeregou, bénéficiaire de transfert monétaire

### 2017, quel est le mécanisme de suivi et de pérennisation mis en place pour l'après PDCPlus ?

La plus importante des difficultés rencontrées est celle de la sélection des entreprises des travaux sur le principe du « moins disant » après avoir vérifié leurs capacités techniques à réaliser les marchés concernés. Dans cette approche, il a été constaté qu'il y a des entreprises qui proposent des offres financières "de coûts anormalement bas". Pour ces offres financières, le projet prévoit des garanties complémentaires.

Dans la pratique, presque toute la totalité des entreprises ayant proposé une offre de ce genre n'ont pas pu achever les travaux dans les délais, pire, la plupart a dépassé le délai des cinquante (50) jours de pénalité et les contrats ont été résiliés. La conséquence pour le projet est que les délais de réalisation des microprojets ont été plus longs que prévus.

Le PDCplus a pris fin le 31 juillet

Pour ce qui est de la pérennité, des mécanismes sont mis en place pour le suivi et l'entretien des ouvrages, notamment des agents porteurs de dynamique communautaire (APDC) formés pour accompagner leurs communautés, des dossiers de marchés vendus permettant aux communautés de disposer de fonds, des comités spécifiques mis en place tels que les comité eau, les comités des parents d'élèves pour les cantines, etc.

Pour les cantines scolaires, en plus de ce mécanisme, il y a les conclusions de l'étude sur la pérennisation des cantines scolaires et la loi en cours de préparation sur le programme d'alimentation scolaire qui peut produire une ouverture sur le financement à long terme du programme.



## PROGRAMME D'ALIMENTATION SCOLAIRE

Améliorer l'état nutritionnel  
des écoliers des zones  
vulnérables du Togo.



Forage d'eau potable réalisé  
par le PDCplus dans un village  
du Kpendjal



**LA BANQUE MONDIALE**  
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Pour conclure, il y a lieu de retenir que le PDCplus est un projet ambitieux avec trois composantes et cinq sous-composantes avec un financement total de plus de 19,9 milliards de FCFA dont plus de 4,9 milliards FCFA provenant des ressources de l'Etat togolais soit 24,96% du financement total, ce qui traduit l'engagement fort de l'Etat de régler la question de pauvreté dans les zones les plus pauvres pour faire évoluer, positivement, les indicateurs de pauvreté dans les milieux ruraux.

projets celui intitulé "projet des filets sociaux et des services de base" et celui appelé "le projet d'emploi des jeunes", qui reprennent tous les deux les activités du PDCplus avec un financement de 44 millions de dollars US soit 22 milliards de francs CFA confirme cet engagement de l'Etat togolais. Il faut également noter qu'il est fort possible que le financement sur fonds propres du gouvernement se poursuive voire même s'étendre.

En définitive, ce sont de bonnes perspectives qui s'annoncent pour la relève des acquis du PDCPlus, et

personnellement, c'est une fierté d'avoir servi mon pays toutes ces années à travers ce projet dévolu aux plus pauvres.

Propos recueillis par  
**Oubaidallah Sabi**

Le financement de deux nouveaux



## FILETS DE PROTECTION SOCIALE

Pour en finir avec la faim à l'école :  
le Togo se mobilise

Placée sous le thème «*alimentation scolaire intégrée et développement local*», la première édition du forum national sur l'alimentation scolaire au Togo s'est tenu en novembre 2016. Sensibiliser l'opinion nationale et internationale sur l'importance de l'alimentation scolaire dans l'atteinte des objectifs du développement durable (ODD), en particulier ceux relatifs à la réduction de la faim, de la pauvreté et de la promotion de l'éducation c'est l'objectif de ce forum organisé par le gouvernement togolais avec le concours du Centre d'Excellence contre la faim au Brésil, du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et de la Banque mondiale.



Officiels à la cérémonie  
d'ouverture du forum national  
sur l'alimentation scolaire

Selon le ministre chargé du développement à la base, «*l'alimentation en milieu scolaire est un facteur déterminant pour le développement des élèves qui feront le Togo de demain.* » En effet le programme des cantines scolaires au Togo vise à améliorer l'état nutritionnel des élèves des zones pauvres et vulnérables, contribuant ainsi au renforcement du capital humain.

Le premier ministre Selom Klassou à l'ouverture du forum a déclaré : «*Nous réaliserons le pari que nous prenons ce jour de faire de l'alimentation scolaire, un levier pour atteindre la Faim Zéro à l'école, un accélérateur de l'éducation de qualité pour tous et un catalyseur du développement local inclusif.* ».

Des communications, panels, travaux en commissions et échanges d'expériences ont regroupé quelque deux-cent participants de 6 pays autour des thématiques :

- alimentation scolaire et développement local ;
- dynamique économique à long terme issue de la nutrition en milieu scolaire ;
- impact de l'alimentation scolaire sur le système éducatif ;
- opportunités de partenariat à développer ;
- Pérennisation de l'alimentation scolaire au Togo.

### De solides recommandations

Le Forum national sur l'alimentation scolaire a formulé des recommandations à l'endroit des acteurs :





Femmes - mamans servant le repas dans la cantine de l'EPP Alati-marché



Elèves dégustant leur repas à l'EPP Alati-marché

★ **A l'endroit du gouvernement :**

- la finalisation et l'adoption de la Politique Nationale d'Alimentation Scolaire ;
- la conception et la mise en œuvre de mécanismes adéquats de financement et de pérennisation du programme d'alimentation scolaire au Togo ;
- l'allocation et la mobilisation de ressources supplémentaires pour l'extension progressive de la couverture du programme en donnant la priorité aux zones et aux enfants les plus vulnérables ;
- la mise en place d'un cadre

- institutionnel pour la coordination et la mise en œuvre de la politique nationale de l'alimentation scolaire ;
- l'élaboration et la validation d'un plan de mise en œuvre de la Politique nationale d'alimentation scolaire ;
- la capitalisation des bonnes pratiques des expériences togolaises en matière d'alimentation scolaire ;
- le renforcement du partenariat international pour un soutien technique et

financier accru à l'alimentation scolaire

- l'exploitation des expériences internationales réussies en les adaptant au contexte national ;
- l'identification et la mise en œuvre d'un mécanisme optimal pour l'approvisionnement en produits alimentaires auprès des producteurs locaux ;
- l'implication effective des collectivités locales, des autorités traditionnelles, de la société civile et du secteur privé ;
- assurer le suivi et le contrôle

de la qualité nutritionnelle des repas et des pratiques d'hygiène ;

- la redevabilité de tous les acteurs pour une mise en œuvre efficace du programme d'alimentation scolaire ;
- la prise en compte de l'alimentation scolaire dans le Plan national de développement ;
- la mise en œuvre d'une stratégie de communication et de sensibilisation pour l'alimentation scolaire et de plaidoyer auprès des parties prenantes ;

- la promulgation d'une loi consacrant le droit à une alimentation à l'école.

★ **A l'endroit des acteurs de mise en œuvre :**

- la mobilisation et l'implication effective de tous les acteurs notamment le développement à la base, l'éducation, l'agriculture, la santé et les finances ;
- le développement des partenariats entre les cantines scolaires et les organisations de

producteurs agricoles de manière à faire des cantines scolaires un levier de développement local ;

- la sensibilisation et le plaidoyer auprès de tous les acteurs pour une large adhésion à l'alimentation scolaire ;
- la mise en œuvre des recommandations issues du SABER II.

★ **A l'endroit des communautés :**

- l'appropriation du programme à travers



leur implication et leur participation pour la durabilité du programme ;

- l'organisation autour des opportunités économiques qu'offre l'alimentation scolaire.

★ **A l'endroit du secteur privé :**

- l'implication et l'engagement plus accrus dans la mobilisation des ressources et la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire dans le cadre de leur Responsabilité sociétale.

★ **A l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers :**

- Le soutien aux efforts du gouvernement dans le développement et la mise en œuvre du programme national d'alimentation scolaire.

Mobiliser les ressources pour financer la pérennisation du programme d'alimentation scolaire au Togo représente un défi majeur pour les acteurs. Premiers fruits de ce forum : la signature avec la Banque mondiale d'un accord de don portant sur deux projets dont l'un dénommé Projet de Filets Sociaux et de Services de Base (PFSSB) vise à renforcer les efforts du Gouvernement pour offrir aux communautés les plus pauvres l'accès aux infrastructures et services sociaux de base ainsi qu'aux filets sociaux.

Ce projet financé à hauteur de 17,7 milliards de FCFA permettra entre autres de renforcer le programme d'alimentation scolaire et d'envisager son extension.

Le secteur privé se mobilise également progressivement. Ainsi, l'institution bancaire

Orabank a octroyé un chèque de 14 025 000 FCFA pour soutenir les cantines scolaires. En outre, le groupe allemand Filtron a installé 15 filtres à eau pour permettre l'accès à l'eau potable aux élèves des écoles bénéficiaires du programme d'alimentation scolaire.

Le programme des cantines scolaires est mis en œuvre depuis 2008 à travers le projet de développement communautaire et des filets sociaux (PDCplus) et financé par le gouvernement togolais à hauteur de 1 milliard FCFA par an et par la Banque mondiale pour une somme de 2,4 milliards FCFA pour la période 2015-2016.

En attendant la seconde édition du forum national sur l'alimentation scolaire, les acteurs de ce secteur travaillent en parfaite synergie pour atteindre « l'objectif faim zéro à l'école ».

**Oubaidallah Sabi**

# PORTRAIT

**Fleur ESSOH,**  
la sensibilité au service du développement

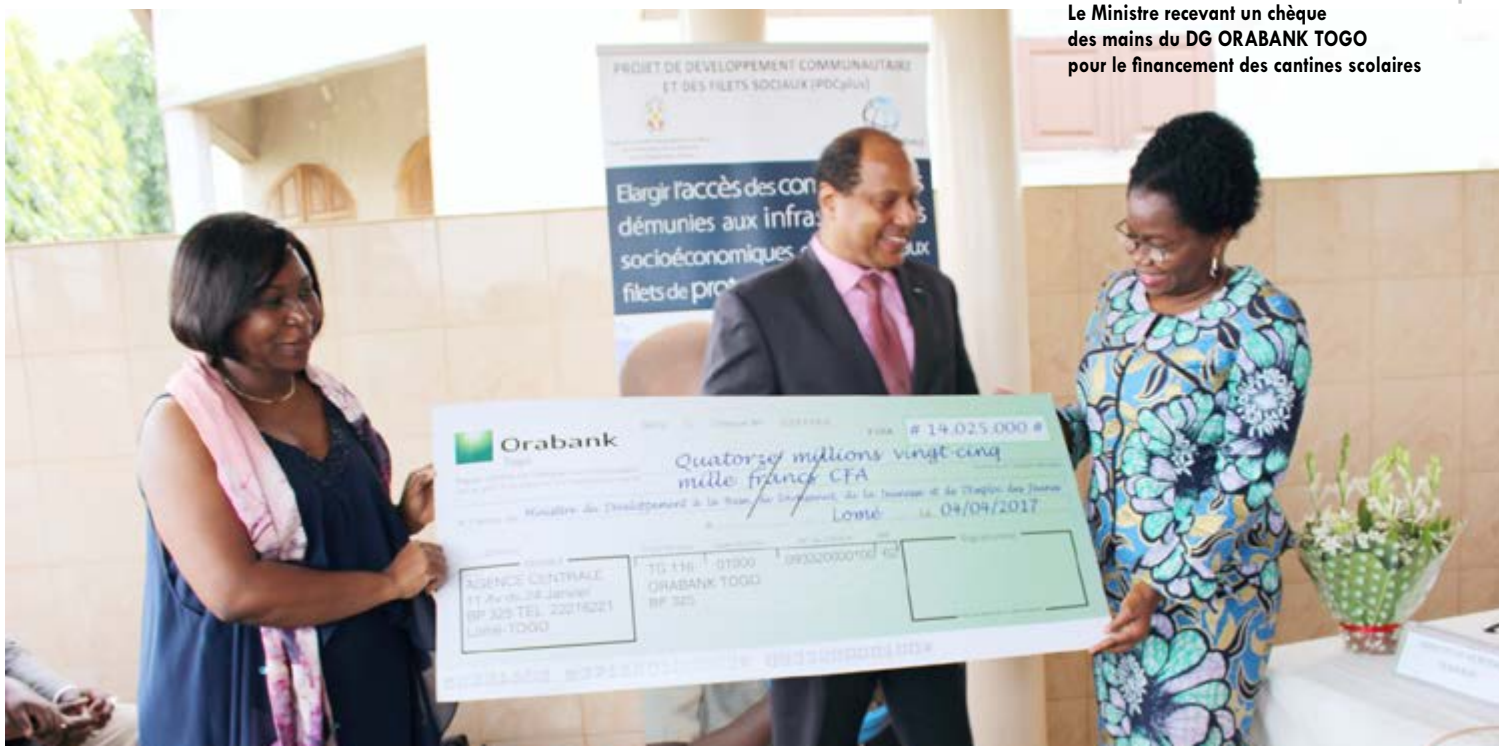


Précédemment chef division organisation et appui aux communautés à la base, Fleur Essoh est depuis quelque temps, la première femme à occuper un poste à responsabilité régionale au ministère chargé du développement à la base. Sans doute un esprit éclairé au service du développement à la base dans la région centrale.

Démarche alerte, regards vifs et perçants, Fleur en impose par sa rigueur, son autorité et son amour du travail bien fait. Mais sous ces attributs qui lui confèrent une véritable stature de chef, se cache en réalité une âme sensible, conciliante, lente à la colère, toujours à l'écoute. Des qualités qui lui valent l'admiration de ses collaborateurs et qui font d'elle une femme leader.

Dans ce numéro, Chroniques de la base vous fait découvrir la battante qui se cache derrière la douce Fleur.

## Les premiers fruits



Le Ministre recevant un chèque des mains du DG ORABANK TOGO pour le financement des cantines scolaires



Chronique de la base: Décrivez-nous votre parcours professionnel

**Fleur Essoh:** J'ai commencé ma carrière dans les organisations non gouvernementales (ONG) en passant par Plan International Togo, ASMENE et Vies, après de riches expériences acquises en qualité de sociologue, chargée de projet. En mai 2009 j'ai été admise dans l'administration publique et mise à disposition du Ministère chargé du développement à l'époque Ministère délégué auprès de la Primature chargé du développement à la base. Depuis juillet 2016, je sers à l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB) en qualité de Coordinatrice régionale.

Quelles sont vos attributions ?

Conformément à la fiche de poste, la Coordinatrice régionale (CR) est responsable de la bonne marche de l'Antenne Régionale de l'ANADEB sur le plan technique, financier et administratif.

A ce titre, je suis chargée entre autres d'assurer l'organisation générale et de veiller au bon fonctionnement des différents postes de l'Antenne Régionale de Sokodé.

Sur le plan technique, je suis chargée d'opérationnaliser le plan de travail annuel de la région tout en suscitant l'adhésion des autorités régionales, locales, des Comités de Développement à la Base (CVD, CDQ et CCD) et des Sociétés coopératives à la vision de la politique nationale du développement à la base. Il s'agit d'accompagner les communautés, dans une approche participative et inclusive à être responsable de leur propre développement.

Je suis la représentante régionale du ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse, et de l'emploi des jeunes (MDBAJEJ) et à ce titre je représente le Ministère à toutes les rencontres au niveau régional.

Dans nos milieux, la pauvreté touche de façon plus prégnante les femmes. Comment pensez-vous contribuer à votre échelle à réduire l'incidence de la pauvreté au sein de la gent féminine dans les communautés à la base ?

Les défis auxquels sont confrontées les femmes aujourd'hui sont énormes. Il s'agit entre autres de :

- La scolarisation de la jeune fille ;
- L'accès aux financements par les femmes ;
- L'accès aux moyens de travail ;
- L'inégalité professionnelle sur le marché du travail ;
- L'analphabétisme.

Il faut responsabiliser les femmes dans la scolarisation. Il faut poursuivre les sensibilisations, amener les femmes à se former et développer le leadership féminin dans leurs communautés. Amener les femmes à comprendre qu'il n'est pas encore tard pour mieux faire. Les femmes doivent prendre en main leur situation. Aujourd'hui, le gouvernement a mis en place des projets/programmes pour faciliter l'accès aux moyens de financement et aux moyens de travaux. Malgré les efforts pour rendre visibles ces actions, nombreuses sont celles qui n'ont pas encore accès aux différents mécanismes. Il faut faciliter aux femmes l'accès aux instruments mis en place et promouvoir les activités génératrices de revenus. C'est ce que nous faisons tout en veillant à la mise en œuvre des autres aspects de la politique nationale de développement à la base.

Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans l'exercice de votre fonction ?

L'Antenne régionale est à ses débuts. Aussi sommes-nous confrontés à des difficultés liées à l'insuffisance des ressources humaines et logistiques pour répondre aux nombreuses sollicitations des communautés.

Comment concilier vous votre vie de femme et votre profession ?

Il est important de trouver un équilibre entre la vie professionnelle et personnelle. Ce n'est pas souvent facile. C'est en fait, une bonne organisation et une gestion rigoureuse du temps qui peut aider à concilier les deux priorités. Au service, je suis entourée d'une équipe formidable et dynamique et à la maison le soutien de ma famille ne m'a jamais fait défaut.

Le 8 mars de cette année le monde entier a célébré la journée internationale des droits de la Femme sur le thème « les femmes dans un monde du travail en

évolution : pour un monde 50-50 en 2030 - quel est votre sentiment concernant ce thème ?

Le thème de cette année est pertinent parce qu'il interpelle particulièrement les femmes à faire un bilan de leur parcours face aux mutations auxquelles est confronté le monde aujourd'hui. Cette vision n'est pas une utopie, mais il faut reconnaître qu'il reste beaucoup d'efforts à fournir pour arriver à un monde 50-50 en 2030.

Ce qu'il faut faire? Je pense qu'il faut encourager la scolarisation de la jeune fille, intensifier la lutte contre les mariages précoces et forcés, développer l'esprit d'entrepreneuriat chez la femme, développer plusieurs programmes d'alphabétisation de la femme, soutenir financièrement les AGR des femmes. Etc.

Quelle est votre opinion sur l'implication de la femme togolaise dans le processus du développement actuel du pays ?

Au Togo, les femmes représentent plus de 51% de la population dans son ensemble et constituent 56% de la population active. Elles sont un maillon essentiel pour le développement du Togo. C'est pourquoi je pense que la prise en compte de leur contribution dans le processus de la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable ne doit pas être négligée.

Vous considérez-vous comme une femme de carrière ?

Je suis une femme de carrière ce qui n'est pas synonyme d'une femme qui néglige sa famille. Je coordonne les activités d'une équipe au travail mais à la maison j'ai ma place en tant qu'épouse, tante et fille.

Quel est votre mot à l'endroit de la jeunesse féminine togolaise ?

La Jeune fille doit être scolarisée, persévérer dans les études et prendre le risque d'entreprendre. La jeunesse ne doit pas négliger l'éducation parentale. L'éducation commence dans la famille qui est le premier noyau de socialisation de l'être humain.

Quelle est votre idée du Bonheur et votre idée du

Malheur ?

Tout homme est artisan de son propre bonheur. C'est le côté positif de la vie qui devrait être décelé en toute chose. Il faut vivre pleinement l'instant, car le bonheur c'est maintenant...

Le malheur est avant tout une grâce. Une situation malheureuse peut te former, te rendre sage et te préparer à affronter d'autres situations plus compliquées.

Votre principal défaut et celui que vous supportez le moins chez les autres ?

Je déteste attendre et ne supporte pas qu'on me fasse attendre !

Quelle est votre principale qualité et celle que vous appréciez le plus chez les autres ?

L'humilité et le respect.

Quelle est votre devise ou le principe qui vous guide dans la vie ?

Ne jamais se décourager, persévérer, prendre le risque pour mériter ma place et enfin être fière de moi-même.

Propos recueillis par Oubaidallah SABI



**A**u Togo, les femmes représentent plus de 51% de la population dans son ensemble et constituent 56% de la population active. Elles sont un maillon essentiel pour le développement du Togo. C'est pourquoi je pense que la prise en compte de leur contribution dans le processus de la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable ne doit pas être négligée.





**Finance  
Inclusive**



## FINANCE INCLUSIVE

Depuis 2014, les différents produits du Fonds National de la Finance Inclusive (APSEF, AGRISEF, AJSEF, Produit de la BAD, Produit d'Accompagnement Spécial et Produit Saisonnier) ont permis à environ 800 000 Togolaises et Togolais pauvres d'avoir accès au microcrédit pour leur permettre de démarrer ou de consolider une activité génératrice de revenus. Dans toutes les régions du pays, les témoignages de ces bénéficiaires sont édifiants et font cas d'école... Rencontre avec quelques-uns dont nous avons pu recueillir les témoignages...



Productrice de riz bénéficiaire d'AGRISEF à Mandouri

**P**réfecture de Tandjoaré, Région des Savanes, près de 500 Km au nord de Lomé...Après plusieurs km de route sur une piste rurale, nous arrivons dans le village de Piabliborgou au pied des monts de l'Atakora, et surprenons toute la population en réunion communautaire autour des actions du Fonds National de la

Finance Inclusive (FNFI).

Comme c'est le cas tous les deuxièmes mercredis du mois, COOPEC SIFA, une institution de microfinance partenaire du FNFI vient sensibiliser la population sur les produits du FNFI. Ici dans ce village de quelques centaines d'âmes, plusieurs bénéficiaires du produit "Accès des Pauvres

aux Services Financiers" (APSEF)...

A quelques dizaines de mètres du lieu de la mobilisation communautaire, nous apercevons un groupe d'une dizaine de femmes, au creux de deux montagnes, qui redécouvrent l'héritage de leurs ancêtres : la poterie...Avec beaucoup de satisfaction, elles transforment de leurs mains l'argile en tous ces objets

utilitaires : marmites, jarres, canaris,...

Du haut de ses cinquante ans, leader du groupe solidaire, Lara NAMLIEB a du mal à ranger son sourire, visiblement heureuse de l'entreprise. " La poterie est un métier que nous a légué nos grands-parents. Depuis 2005, j'aïdais une grande dame de ce village à fabriquer tous types d'objets utilitaires en pots. Et comme vous l'imaginez, j'avais de la peine à me réaliser car je

n'étais pas maîtresse de l'entreprise. En 2015, nous avons appris comme nombre de Togolais, la mise en route du Fonds National la Finance Inclusive (FNFI). A plusieurs reprises, nous avons reçu ici dans notre village, les agents de crédit de COOPEC SIFA et U-CMECS qui sont

venus nous sensibiliser sur les différents produits du Fonds. Avec mes sœurs du village, nous nous sommes constituées en groupe solidaire et avons suivi toutes les étapes du processus pour obtenir enfin le crédit. J'ai eu une première tranche de 30.000 f, une seconde de 40.000 f et les deux dernières tranches de 50.000 F CFA. Avec mes camarades, cette somme nous a permis de monter cette usine de fabrication de pots que vous voyez. Grace à ce crédit, nous arrivons à nous ravitailler en toutes sortes de matières premières nécessaires pour notre production. Nous arrivons à produire en moyenne par jour

une quinzaine d'objets utilitaires en argile que nous convoyons vers la ville de Dapaong pour la commercialisation". Quand on aborde la question des remboursements avec ce leader de groupe, c'est aussi avec grande conviction qu'elle répond : " Très tôt, notre groupe solidaire a compris que la pérennité de notre activité réside dans le bon remboursement des crédits. Et là-dessus, l'équipe du FNFI et les agents de crédit des institutions de microfinance nous ont très bien sensibilisées. La preuve est



Jeune maître-tailleur bénéficiaire d'APSEF à Mandouri

que nous avons pu obtenir les quatre cycles de crédit APSEF sans difficultés. Grâce au FNFI, nous sommes financièrement autonomes..."

Pour être financièrement autonomes, les populations du reste du pays ont, elles aussi, massivement adhéré à la politique d'inclusion financière mise en place par le gouvernement. Comme c'est le cas à Kara où un groupe d'anciens étudiants se sont reconvertis à l'agriculture. Et depuis qu'ils ont bénéficié du crédit AGRISEF (Accès des Agriculteurs aux Services Financiers), ils peuvent désormais mesurer la portée de leur audace, comme beaucoup d'autres jeunes à travers le pays.

Djaldja LARDJA, est un des bénéficiaires du Produit AGRISEF que nous avons rencontré à Kara. "AGRISEF a révolutionné notre activité agricole. Comme vous le voyez, je cultive en quantité le chou, la tomate, la laitue, le piment, la carotte etc. Les femmes des marchés des villes, Lomé notamment, viennent chercher en paniers, nos produits pour la revente. Avant, je produisais 3 à 4 paniers, mais aujourd'hui j'en produis 10, voire 15, parce que j'ai pu élargir mon jardin et acheter des intrants" déclare le jeune Lardja avant d'ajouter : "AGRISEF nous a permis de maximiser nos recettes et de pouvoir subvenir aux besoins de nos familles respectives. J'emploie même 4 personnes pour m'aider dans mon activité. C'est une véritable entreprise que j'ai consolidée grâce au FNFI".

Tchintchinda, un des quartiers populaires de Kara. Ici, nous rencontrons un groupe de maraîchers qui se dirigent vers les abords de Tchintchinda bas-fond, un endroit de la production maraîchère par excellence.

Dans ce groupe, Komi Badjaliwa, bénéficiaire du produit AGRISEF. Nous décidons de le suivre pour partager ses expériences. A notre montre, il sonne 06 heures 12. Le soleil pointe déjà de timides rayons dorés au-dessus de la rivière Kara : le jour se lève.

Komi se met aussitôt au travail et arrose son jardin. Ce que nous voyons est édifiant. Avec sourire, notre nouvel ami nous raconte son



histoire. " Depuis 2012, ici même, j'avais un demi-hectare que j'exploitais pour mettre en valeur les produits maraichers. Faute de moyens, je ne pouvais pas agrandir ma superficie. En Septembre 2016, j'ai obtenu le crédit AGRISEF et comme vous le voyez, je cultive aujourd'hui pas moins de deux hectares de choux, de tomates, de poivrons, de piments verts et de laitue..."

Et de poursuivre : " Je suis parvenu avec le crédit AGRISEF de 100.000 F CFA à m'équiper en intrants agricoles et intensifier mes productions. Mes rendements sont au-delà de mes attentes, et après chaque récolte, je livre mes produits aux commerçantes du marché de Kara qui en assurent la vente. Mon chiffre d'affaires est appréciable".

Visiblement très heureux et rompu à son activité, Komi nous confie qu'il est un bon élève en matière de remboursement de crédit. "Tenez, nous dit-il, en termes de remboursement, je n'ai aucune difficulté. Dans trois semaines tout au plus, j'aurai fini de payer le premier cycle de crédit et aussitôt je ferai la demande pour avoir le second cycle."

Komi nous raconte même de petites anecdotes qui, selon lui, constituent des armes efficaces pour la sensibilisation de ses amis. " Je reste convaincu que les bénéficiaires comprennent le bien-fondé du remboursement des crédits. L'octroi du cycle suivant du crédit est conditionné par le paiement en totalité du cycle précédent. C'est aussi simple que cela. Une fois que ce message est compris, plus aucune difficulté ne doit se poser en termes de remboursements..."

En termes de perspectives, le

maraîcher entend diversifier ses cultures en y intégrant les carottes, les haricots verts et le piment rouge. Content d'avoir passé toute sa vie à Kara où il est né, il nous confie en guise de conclusion : " Ma réussite est dans mes cultures que vous voyez. Mon épanouissement réside dans cette terre bien fertile que je tourne et retourne à longueur de journée depuis plusieurs années."/

Autres expériences réussies et saluées par les différents partenaires, c'est dans la région maritime, notamment à Lomé, où Céline DORKENOO a bénéficié du produit "Accès des Jeunes aux Services Financiers" (AJSEF). "J'ai eu vent du crédit AJSEF, et après avoir suivi toutes les étapes, notamment formation du groupe solidaire, formation technique et financière, j'ai pu obtenir un premier crédit de 300.000 F CFA. Ce crédit m'a permis d'acheter en quantité des mèches, des tissages, un séchoir et un appareil pour pédicure et manucure. AJSEF m'a permis de renfoncer l'équipement de mon atelier et d'offrir à ma clientèle une diversité de prestations."

Quant à Essozimna MATCHAMBOU, à partir de 300.000 F CFA du crédit AJSEF, elle a ouvert sa propre boutique de fabrication de bijoux et accessoires en perles.

"C'est AJSEF qui m'a permis de louer une boutique ici. Avant j'avais fait une baraque en bois et je m'y étais installée. Les revenus que j'arrive à dégager de la vente de mes produits me permettent d'assurer mes besoins et ceux de ma petite famille. Je suis à la fin du remboursement du premier cycle de crédit et je vais faire la demande pour le second cycle de crédit"...



Eleveuse bénéficiaire d'APSEF à Kantè

Le FNFI est donc un maillon essentiel de la lutte contre la pauvreté. Même les autorités locales reconnaissent l'impact des crédits FNFI dans leurs milieux.

" Effectivement, il y a eu des changements dans le village depuis l'avènement du FNFI. Avec FNFI, les jeunes arrivent à exploiter nos champs et ils ne sont plus dans l'obligation de partir en aventure pour avoir de quoi se prendre en charge. Le FNFI a contribué à arrêter totalement l'exode rural de nos vaillantes populations", indique visiblement très heureux Kankore Douli, sous-chef de Piabliborgou, dans la Préfecture de Tandjoré.

Les résultats positifs engrangés dans la mise en œuvre des produits FNFI font cas d'école sur le continent. A titre d'exemple, le Fonds du Microcrédit Rural du Burundi était venu partager les riches et nombreuses expériences du Togo en matière d'inclusion financière. Suivi par une délégation du Ministère de la Promotion des Investissements et du Secteur Privé du Mali.

En somme, le FNFI est la réponse du gouvernement à l'exclusion financière qui touche une partie importante de la population togolaise et notamment les plus pauvres qui sont désormais mis sur la route du développement.

Kevin Dassa

## ENQUÊTE FINSCOPE

Perspectives de la demande de produits et services financiers

### Introduction

Depuis 2014, le Togo s'est engagé dans un développement endogène, animé par une bonne frange de la population jadis exclue des services classiques des Institutions financières. Cet engagement du Togo s'est traduit par la création, en 2014, du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) qui a su mettre en place, par le principe du « faire-faire », des produits adaptés pour les catégories des gens-cible, les « pauvres » mais économiquement actifs, les Agriculteurs et les Jeunes. Il s'agit essentiellement des produits Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF), Accès des agriculteurs aux Services Financiers (AGRISEF), et Accès des Jeunes aux Services Financiers (AJSEF).

### Vision de construire un secteur fort d'inclusion financière

En 2015, est créée la Direction de la Promotion de la Finance Inclusive (au Ministère en charge du Développement à la Base), afin de consolider le secteur de la finance inclusive principalement par la mise en place d'une stratégie nationale devant permettre de disposer des produits innovants au regard des besoins de la population et de construire ainsi un secteur mieux

structuré qui ne mette personne à la touche.

Pour ce faire, le Togo a opté pour la méthodologie « Making Access to financial services Possible » (MAP) qui met l'accent sur l'étude de la demande des services financiers, l'étude de l'offre et de la réglementation, et sur l'élaboration de la feuille de route des actions prioritaires. Le MAP, domaine d'expertise de l'UNCDF (United Nations Capital Development Fund), est un cadre de diagnostic et de programmation globale qui vise à soutenir l'expansion de l'accès aux services financiers pour les populations non desservies ou partiellement desservies. D'autres partenaires du processus MAP sont FinMark Trust (qui s'occupe de l'étude de la demande) et Cenfri, ou parfois le Cabinet Econconsult qui s'occupe de l'assurance qualité.

### L'enquête FinScope

L'étude de la demande ou étude FinScope (Financial Scope) a connu une phase d'envergure que constitue l'enquête Finscope, notamment la collecte de données en vue de l'identification des besoins financiers de la population. Celle-ci a été menée, du 17 mars au 24 avril 2016 par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et

Démographiques du Togo (INSEED) auprès de la population âgée de 15 ans et plus (considérée comme population adulte), estimée à 4,1 millions sur une population togolaise de 6,8 millions en 2016, sur une base d'échantillonnage et une pondération des données conduites par l'INSEED qui a procédé à 5 197 interviews directes sur la base d'un questionnaire conçu à cet effet.

Les données de l'enquête FinScope ont été analysées par la FinMark Trust.

### Résultats de l'enquête FinScope

L'étude FINSCOPE TOGO 2016, a permis de comprendre comment les TOGOLAIS de 15 ans et plus gèrent leurs finances et les éléments qui influencent leur accès aux services financiers. Elle a aussi permis d'identifier le rôle que jouent les secteurs financiers formel et non formel dans l'environnement financier du TOGO. De l'analyse des données de l'enquête, il ressort les principales conclusions comme suit :

### En matière d'accès aux services financiers

Près de 60% (59,6%) de la population de 15 ans et plus ont accès aux services financiers.



Cependant, il existe des disparités et des leviers sur lesquels il faudra agir pour permettre une inclusion plus large de la population. En détail, il est apparu que :

- ✓ 45% sont servis de manière formelle y compris par les banques et d'autres institutions formelles non-bancaires ;
- ✓ 18% sont servis par les banques uniquement ;
- ✓ 42% utilisent d'autres produits et services formels non-bancaires ;
- ✓ 31% ont recours à des mécanismes non formels pour gérer leur finance.

Le FNFI, avec aujourd'hui ses vingt-six (26) partenaires que sont les Prestataires de Services Financiers a permis de toucher près de sept cents milles (700.000) bénéficiaires contribuant ainsi à largement améliorer l'accès aux services financiers décentralisés.

Ce taux de 60% comparé à celui de la République Démocratique du Congo qui a fait le même exercice en 2014 (48%) est fort encourageant. Mais rapporté à celui du Rwanda 2016 (89%), cela démontre qu'il y a encore du chemin à faire car il reste encore 40% des 15 ans et plus qui ne sont pas encore atteints par les services financiers.

#### En matière d'accès au crédit

On note que 27% des adultes togolais ont accès à un crédit dont 1,7% auprès

des Banques, 9% auprès des Autres Institutions Formelles (non-bancaires) et 18% auprès des prestataires informels.

De ce fait, il y a un effort à faire auprès de 73% qui n'empruntent pas. L'une des raisons évoquées par les personnes soumises à l'enquête est la crainte d'être endetté.

#### En matière d'épargne

Agir sur les leviers identifiés et travailler sur les barrières pour une inclusion plus totale au service des populations à la base

L'enquête révèle que 43% des adultes épargnent, avec 21% pour l'épargne formelle, 22% pour l'épargne informelle (n'utilisant aucun produit formel d'épargne).

Il s'en déduit que 57% n'épargnent pas. L'insuffisance de ressources serait la principale barrière selon les ménages enquêtés.

#### Souscription à l'assurance

La souscription à l'assurance est encore faible, soit 19%, principalement pour assurance maladie, assurance accident, assurance Moto, assurance vie. Ainsi, 81% n'ont aucune sorte de

produits financiers pour couvrir les risques.

Les barrières évoquées lors de l'enquête sont, soit qu'ils n'ont pas entendu parler d'assurance maladie (50%) ; soit qu'ils ne sont pas au courant de l'assurance accident (43%) ; soit qu'ils ne sont pas au courant de l'assurance moto (37%) ; soit qu'ils ne sont pas au courant des fonds de pension (28%).

#### Utilisation de la monnaie électronique

A la date de l'enquête, 24% des 15 ans et plus sont inscrits comme utilisateurs de mobile money faisant de ce dernier un autre levier d'inclusion financière. Principalement pour envoyer de l'argent (62%) et pour recevoir de l'argent (74%).

De ce fait, 76% n'utilisent pas le mobile money avec comme principale barrière évoquée, le manque d'informations à ce sujet.

#### Perspectives de la demande de produits et services financiers

L'enquête FinScope a permis d'identifier les leviers et les barrières à l'accès aux différents services financiers. Les leviers sont les éléments/facteurs qui ont permis d'atteindre les performances ci-dessus retracées, tandis que les barrières sont ces éléments/facteurs qui n'ont pas permis l'accès/l'utilisation des services financiers.

Par exemple, concernant les produits et services bancaires, au nombre des leviers, on note que les

motifs d'utilisation des services sont : pour épargner ; avoir un crédit ou un prêt ; effectuer des paiements ou recevoir de l'argent ; ou garder de l'argent en sécurité. Il est possible de travailler ces leviers pour que davantage de gens s'intéressent à la banque pour davantage épargner, avoir accès au crédit ou effectuer des paiements.

Quant aux barrières, toujours concernant les banques, il s'agit de ce qui fait que les gens ne s'intéressent pas aux banques. Ces barrières sont, entre autres : ne pas avoir d'argent à épargner ; ne pas avoir de revenus réguliers ; ne pas avoir de travail ; ne pas savoir comment ça marche ; la banque est trop loin ; ne pas avoir de documents requis ; ne pas savoir ouvrir un compte ; c'est trop cher d'avoir un compte bancaire ; ne pas comprendre l'avantage d'avoir un compte bancaire ; les comptes bancaires ne sont pas pour « *des gens comme moi* ».

L'étude a aussi permis d'identifier les leviers et barrières au niveau de l'accès au crédit, des opérations d'épargne, à la souscription à l'assurance, et à l'utilisation de la monnaie électronique.

Il importe donc d'agir sur les leviers identifiés et travailler sur les barrières pour une inclusion plus totale au service des populations à la base. Pour ce faire, il faut

- Promouvoir l'éducation financière, pour contribuer au développement d'une culture financière positive chez les populations, en les dotant de connaissances et de compétences nécessaires qui

garantissent leurs aptitudes à prendre des décisions financières informées. En effet, l'éducation des consommateurs et l'alphabétisation financière demeurent des urgences. D'ailleurs, selon les résultats de l'enquête, environ 53% ont indiqué un besoin pour l'éducation financière, cherchant principalement des informations sur comment gérer leurs propres finances séparément de celles de leur activité. Cette éducation financière aiderait à promouvoir l'accès au crédit pour offrir des opportunités de production ou des opportunités pour démarrer des affaires ou pour acheter des équipements agricoles, à susciter l'engagement d'épargner, à mieux comprendre les circuits de l'assurance, etc...

- Trouver **des produits innovants** et adaptés aux besoins de ceux qui sont exclus.
- Promouvoir **la finance digitale** en vue d'accroître la portée, sécuriser les transactions, et accélérer l'inclusion financière de tous. A cet effet, l'on pourrait s'inspirer des expériences en mobile money des pays de l'Afrique de l'Est où M-Pesa était un produit à succès dans le renforcement de l'inclusion financière.
- Exploiter **le potentiel** de l'inclusion financière pour

#### L'emploi des jeunes et le renforcement du pouvoir économique des femmes

##### Conclusion

L'étude FinScope sur la demande de services financiers est riche d'informations sur les besoins de la population adulte. Elle fraye le chemin à une autre étude, celle de l'offre et de la réglementation qui explorera les offres devant correspondre aux besoins issus de la demande.

Comme on le voit, la voie de l'édification du secteur de l'inclusion financière est jalonnée de beaucoup de défis qu'il appartient à tous les acteurs, dans un dynamisme d'ensemble, de relever. C'est pourquoi, la Direction de la Promotion de la Finance Inclusive travaillera efficacement avec l'Association Professionnelle des SFD et les autres acteurs tant au niveau des Banques, des assurances, des Opérateurs de téléphonie mobile, que les Partenaires Techniques et Financiers et autres acteurs en vue d'asseoir une stratégie nationale bien fournie d'inclusion financière.

Extrait du rapport finscope 2017



## 1. Produit d'Accompagnement Spécial (PAS)

Ce produit est destiné aux femmes et hommes ayant achevé tous les cycles des crédits AGRISEF et APSEF.

<b>Montant</b>	Maximum 100 000 FCFA pour bénéficiaires fin de cycle de APSEF et 130 000 FCFA pour bénéficiaires fin de cycle d'AGRISEF
<b>Nombre de cycle</b>	1
<b>Durée</b>	12 mois maximum différé y compris pour APSEF et 6 à 12 mois, différé y compris en fonction du type d'exploitation pour AGRISEF
<b>Taux intérêt des bénéficiaires</b>	10 % constant l'an (avec Epargne stratégique de 0,5 %)
<b>Assurances</b>	1 % du montant du crédit à la charge des bénéficiaires. Etre en Groupe Solidaire (GS) d'au moins 2 personnes pour bénéficiaires fin de cycle d'APSEF et 5 personnes pour bénéficiaires fin de cycle d'AGRISEF
<b>Droit d'entrée unique</b>	10 % constant l'an (avec Epargne stratégique de 0,5 %)
<b>Garantie</b>	Caution Mutuelle et Solidaire des membres des GS

## 2. Produit Saisonnier

Le produit saisonnier est destiné aux femmes et hommes potentiellement et économiquement actifs et pouvant exercer une AGR ponctuelle. Il permet aux bénéficiaires de saisir les opportunités d'affaires liées à des événements temporaires notamment en périodes de fêtes, de rentrées scolaires, etc.

<b>Montant</b>	Maximum 100 000 FCFA
<b>Nombre de cycle</b>	1
<b>Durée</b>	<b>4 mois maximum</b>
<b>Taux intérêt des bénéficiaires</b>	9,5 % constant l'an (sans Epargne stratégique)
<b>Assurances</b>	1 % du montant du crédit à la charge des bénéficiaires. Etre Groupe Solidaire (GS) d'au moins 2 personnes
<b>Droit d'entrée unique</b>	1000 F par individu à la charge des bénéficiaires
<b>Garantie</b>	Caution Mutuelle et Solidaire des membres des GS



### 3. Projet d'Appui à l'Inclusion Financière des Femmes Vulnérables (PAIFFV)

Mis en œuvre avec l'appui technique du Ministère chargé de la promotion de la femme, ce produit est financé par la Banque Africaine de Développement (BAD). Il est destiné aux femmes vulnérables (femmes portefaix, femmes guéries de fistules obstétricales et femmes vivant avec le VIH/SIDA), voulant exercer une AGR.

Montant	Maximum 40 000 FCFA
Nombre de cycle	2
Durée	8 mois maximum différé compris
Taux intérêt des bénéficiaires	3 % constant l'an (Avec Epargne stratégique de 1,5 %)
Assurances	0,5 % du montant du crédit à la charge du Projet au 1er cycle et à la charge des bénéficiaires au 2ème cycle. Etre en Groupe Solidaire (GS)
Droit d'entrée unique	1000 F par individu à la charge du Projet pour les 2 cycles
Garantie	Caution Mutuelle et Solidaire des membres des GS

[www.fnfi.tg](http://www.fnfi.tg)